

FINATIS

Rapport financier semestriel

2021

FINATIS

Sommaire

Chiffres clés	1
Attestation du responsable du rapport financier semestriel	2
Rapport semestriel d'activité	3
Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021 *	15
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2021	55

** Les situations intermédiaires aux 30 juin 2021 et 2020 ont fait l'objet d'un examen limité de la part de nos Commissaires aux comptes.*

FINATIS

Société anonyme au capital de 84 646 545 euros

712 039 163 RCS PARIS

Siège social : 83, rue du Faubourg Saint-Honoré – 75008 Paris

Téléphone : 01 44 71 14 00

Site : www.finatis.fr

CHIFFRES CLÉS

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020 retraité ⁽¹⁾	Variation
Activités poursuivies			
Chiffre d'affaires	14 486	16 146	(1 660)
Résultat opérationnel courant (ROC)	436	389	47
Résultat net des activités poursuivies	76	17	59
Résultat net des activités abandonnées	(169)	(150)	(19)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(93)	(133)	40
dont, part du Groupe	(49)	24	(73)
En euros par action ⁽²⁾	(8,73)	4,34	(13,07)

(1) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3).

(2) En fonction du nombre moyen pondéré d'actions Finatis en circulation au cours de la période.

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	Variation
Bilan consolidé			
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	3 976	3 956	20
Dette financière nette	8 721	7 189	1 532

ATTESTATION DU RESPONSABLE

du rapport financier semestriel

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du groupe Finatis, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice et des principales transactions entre parties liées.

Paris, le 30 juillet 2021

Didier LÉVÊQUE
Président-Directeur général

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

Rapport d'activité

Les commentaires du rapport financier semestriel sont réalisés en comparaison au S1 2020 sur les résultats des activités poursuivies.

Leader Price, dont la cession a été finalisée le 30 novembre 2020, est présenté en activité abandonnée en 2020 et 2021. La conversion progressive des magasins cédés à Aldi devrait se terminer d'ici le 30 septembre 2021. De même Groupe GO Sport, dont la décision de cession a été prise fin 2019, est présenté en activité abandonnée en 2020 et en 2021.

Les comptes du premier semestre 2020 ont été retraités suite à l'application rétrospective de la décision de l'IFRS IC relative à la détermination de la durée exécutoire des contrats de location et la durée d'amortissement des agencements dans le cadre de la norme IFRS 16 – Contrats de location.

Les variations organiques et comparables sont hors essence et calendaire.

Principales variations du périmètre de consolidation

- Il n'y a pas eu d'opération de périmètre significative sur la période

Effets de change

	Taux de change moyen			Taux de change clôture		
	S1 2020	S1 2021	Var. %	S1 2020	S1 2021	Var. %
Colombie (EUR/COP) (X 1000)	4,0704	4,3671	-6,8 %	4,2271	4,4669	-5,4 %
Brésil (EUR/BRL)	5,4167	6,4912	-16,6 %	6,1118	5,9050	+3,5 %

GROUPE CASINO

Chiffres clés de Casino au premier semestre 2021

(en millions d'euros)	S1 2020 retraité	S1 2021	Var. totale	Var. TCC
Chiffre d'affaires consolidé, hors taxes	16 140	14 480	-10 %	-0,5 %
EBITDA	1 063	1 099	+3 %	+11 %
ROC	399	444	+11 %	+24%
Résultat net normalisé des activités poursuivies, part du Groupe	(95)	(72)	+23	n.s.
Dette financière nette	4 837	5 482	+645	
dont France (yc Cdiscount, hors GreenYellow)	3 395	3 837	+442	

Faits marquants du premier semestre 2021

— Enseignes de distribution : amélioration de la rentabilité et poursuite des priorités sur l'expansion et le e-commerce

L'amélioration de la rentabilité se poursuit dans les enseignes de distribution¹, avec une progression de la marge de ROC de +81 bp à 2,1 %. Le ROC s'améliore de +50 % sur le semestre, à 146 M€ (vs 97 M€ au S1 2020), soutenu par la réduction de la base de coûts de 30 M€ par trimestre suite aux plans de transformation du modèle lancés au T3 2020 (gains de productivité en siège et magasins).

Expansion du parc et digitalisation

- Le Groupe a poursuivi l'expansion du parc de magasins avec l'ouverture de 353 magasins de proximité urbaine, péri-urbaine et rurale sur le semestre (dont 26 Naturalia). Au T2 2021, 238 magasins ont été ouverts, en ligne avec la cible initiale de 200 ouvertures.
- Le Groupe compte 613 magasins équipés de solutions autonomes à fin juin 2021 (vs 533 fin 2020) facilitant les ouvertures le soir et le week-end. 63 % des paiements en Hypermarchés Géant et 58 % en Supermarchés Casino sont réalisés par smartphone ou caisse automatique à fin juin 2021 (vs 61 % et 48 % fin 2020). Les porteurs de l'application **CasinoMax** représentent 24 % des ventes en hypermarchés et supermarchés au T2 (vs 22 % fin 2020).

E-commerce alimentaire

- Le e-commerce alimentaire² a enregistré une croissance de +15 % en comparable sur le semestre, soit une progression de +103 % sur 2 ans, au-delà du marché (+59 %³), avec une offre élargie couvrant l'ensemble des besoins des clients sur la livraison à domicile avec des partenaires technologiques leaders sur leur domaine :
 - Livraison à J+1 depuis l'entrepôt O'logistique (automatisé avec la technologie Ocado) via les services Monoprix Plus (30 000 références) et Casino Plus (24 000 références) ;
 - Livraison le jour-même / solutions de click&collect en magasins en accélération avec le lancement d'une offre Amazon de click & collect dans les 2 heures depuis les Géant Casino et Supermarchés Casino (cible de 180 magasins). Par ailleurs, de nouveaux déploiements de lockers Amazon sont prévus, en sus des 600 installés à ce jour dans le Groupe ;
 - Livraison en moins de 2 heures : extension du partenariat avec Amazon à Montpellier et Strasbourg en plus de Paris, Nice, Lyon et Bordeaux ;
 - Livraison en moins de 30 minutes : déploiement d'une offre de quick commerce depuis 800 magasins via les services de livraison Franprix et les partenariats Deliveroo et Uber Eats ;
 - Lancement d'une marketplace alimentaire sur le site Casino.fr.

Initiatives commerciales des enseignes

Les enseignes du Groupe adaptent leurs offres aux nouveaux modes de consommation en développant toute une série d'initiatives destinées à répondre aux attentes des consommateurs :

- Élargissement de la gamme de services chez Monoprix à travers trois axes principaux : (i) la santé avec les espaces Santé Au Quotidien, concepts dédiés au bien-être avec des conseils personnalisés d'un docteur en pharmacie, et une gamme de produits au CBD ; (ii) les produits locaux en alimentaire et non alimentaire issus d'un rayon de moins de 100 km et (iii) une offre sur la mobilité douce incluant des vélos, des trottinettes, une station-service et des accessoires (casques, objets connectés et accessoires de mode) ;

¹ Activités France Retail hors Vindémia, promotion immobilière et GreenYellow

² E-commerce alimentaire = E-commerce France hors Cdiscount

³ Source Nielsen, CAD P06, sur deux ans

- **Développement de Franprix en banlieue** avec 150 ouvertures prévues en 2 ans et des services clients spécifiques (presse, réception de colis, restauration du soir avec des plats chauds et cuisinés et location de vélos électriques en partenariat avec Véligo) ;
- **Évolution des concepts chez Géant Casino et Supermarchés Casino** : les deux enseignes ont introduit l'intelligence artificielle dans la gestion opérationnelle des magasins et des partenariats ont été conclus avec une quinzaine de marques et start-up pour implanter des concepts innovants (produits artisanaux en circuits courts : jus, miels, crèmerie...). Géant a déployé des zones fruits et légumes élargies, des espaces cash & carry, développé des corners sur la mobilité électrique et lancera prochainement des corners jouets avec La Grande Récré. Par ailleurs, 9 petits Géants déficitaires ont été convertis en Supermarchés Casino afin de proposer une offre plus adaptée aux besoins locaux.

Perspectives S2 2021 : compte tenu du succès des plans de transformation des enseignes et de leur rentabilité, forte reprise de la croissance au S2 sur des formats rentables avec (i) l'accroissement du parc (400 ouvertures) et (ii) l'accélération du e-commerce.

— *Cdiscount*¹ : bonne performance de la marketplace, du marketing digital et d'Octopia sur le semestre

Cdiscount enregistre un EBITDA de 49 M€², stable sur un an (+148 % sur 2 ans).

La marketplace enregistre une croissance de son volume d'affaires (« GMV ») semestriel de +33 % sur deux ans (+10 % sur un an) :

- la quote-part de la marketplace dans le GMV progresse de +4 pts sur un an à 46 % ;
- les revenus marketplace progressent de +17 % (+ 39 % sur 2 ans) et atteignent 199 M€ sur 12 mois glissants ;
- les services de fulfillment by Cdiscount représentent 35 % du GMV marketplace (+7 pts sur un an).

Le marketing digital dont les revenus ont crû de +44 % sur le semestre reste soutenu par le développement de la plateforme de marketing digital CARS (Cdiscount Ads Retail Solution) sur laquelle les produits sponsorisés ont augmenté de +91 % au S1 2021.

La solution marketplace clé en main **Octopia connaît une croissance rapide avec une progression de +60 % de son volume d'affaires** sur le semestre (x3 sur deux ans) sur les services Products-as-a-Service et Fulfillment-as-a-Service. Les solutions de Merchants-as-a-Service et Marketplace-as-a-Service enregistrent un bon démarrage.

Perspectives S2 2021 : poursuite des stratégies prioritaires (marketplace, marketing digital, Octopia) permettant une forte croissance de l'EBITDA.

— *GreenYellow* : progression du pipeline photovoltaïque de +85 % sur un an et premiers pas en Europe

Au 30 juin 2021, GreenYellow enregistre un **EBITDA de 37 M€**³. En excluant les gains liés à des cessions d'actifs, l'EBITDA a progressé de **+40 %** au S1 2021 comparé au S1 2020.

GreenYellow affiche un **pipeline avancé de 809 MWh pour le solaire photovoltaïque**, en forte progression de **+85 %** par rapport au 30 juin 2020 avec un pipeline additionnel d'opportunités de 3,5 GWc. Concernant les projets **d'efficacité énergétique, le pipeline avancé atteint 350 GWh**, en croissance de **+78 %** par rapport au 30 juin 2020 avec un pipeline additionnel d'opportunités de près de 900 GWh.

L'expansion s'est poursuivie avec le **lancement d'un premier projet solaire de 4 MWh en Bulgarie** par le biais d'un partenariat stratégique avec Solarpro, principal opérateur du secteur photovoltaïque en Europe. GreenYellow indique vouloir se développer rapidement en Europe de l'est (Pologne, Hongrie, Bulgarie).

Durant ce premier semestre, GreenYellow a également **renforcé ses positions sur ses géographies historiques** en accompagnant ses clients à la fois avec des projets solaires et d'efficacité énergétique :

- en Afrique, avec le projet de la plus grande centrale solaire en autoconsommation au Sénégal (1,6 MWh) pour un acteur de l'agroalimentaire ;
- à Madagascar, avec l'extension de la plus grande centrale du pays de 20 MWh pour atteindre 40 MWh ;
- en France, avec la mise en service d'ombrières de 4,7 MWh à Magny-Cours et le partenariat avec Franprix, visant à la fois la réduction de consommation de 30 % et celle de l'empreinte carbone des installations frigorifiques ;
- en Asie, avec la solarisation de deux sites pour l'industriel Panel Plus Co. (fabricant de panneaux de particules) situés en périphérie de Bangkok et dans la province Sud de Songkhla ;
- en Colombie, avec un programme de cold PPA dans un nouveau bâtiment en construction pour un groupe hôtelier international.

Perspectives S2 2021 : progression de l'EBITDA.

¹ Données publiées par la filiale.

² Donnée publiée par la filiale. En vision consolidée, EBITDA de 48 M€ (43 M€ au S1 2020).

³ Donnée publiée par la filiale. En vision consolidée, EBITDA de 28 M€ (34 M€ au S1 2020).

— RelevanC

RelevanC poursuit son accélération avec un **chiffre d'affaires en croissance de +32 %** au second trimestre.

Sur le trimestre, RelevanC a renforcé son positionnement avec :

- Un partenariat avec Google Cloud et Accenture pour intensifier le développement et la commercialisation des solutions RelevanC
- Attribution du statut de partenaire Premier à RelevanC, et intégration des solutions RelevanC à la marketplace B2B de Google Cloud

Perspectives S2 2021 : (i) poursuite de la politique de partenariat et (ii) accélération de la croissance en France et à l'international grâce aux partenaires, notamment Google Cloud et Accenture.

— Succès de la scission des activités d'Assaï en Amérique latine

La scission des activités d'Assaï a été réalisée le 31 décembre 2020 et la cotation d'Assaï a eu lieu le 1^{er} mars 2021. Les actions Assaï ont été distribuées aux actionnaires de GPA selon la parité d'une action Assaï pour une action GPA.

Chaque entité fonctionne désormais de manière autonome et bénéficie d'un accès direct aux marchés de capitaux et aux différentes sources de financement.

La valorisation de la participation de Casino en Amérique latine a doublé depuis l'annonce du spin-off¹ d'Assaï, progressant de 1,1 Md€ à 2,3 Md€.

— Renforcement des engagements RSE du Groupe

Le groupe Casino, qui est le premier distributeur en termes de performance RSE selon Vigeo Eiris², filiale de Moody's, a été maintenu au niveau AA par MSCI en juin 2021.

Le Groupe poursuit ses actions en faveur du climat et s'est engagé à réduire de -38 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030³, renforçant l'engagement pris et validé en 2018 par le Science Based Target de -18 % entre 2015 et 2025³. Le Groupe déploie ses actions de réduction des émissions carbone sur toutes les géographies (partenariat Franprix/GreenYellow afin de réduire l'empreinte carbone des meubles froids, gaz réfrigérants neutres en carbone dans les magasins Carulla FreshMarket en Colombie).

Cdiscount est désormais neutre en carbone sur la livraison via la réduction des émissions (emballage 3D, chargement en vrac) et la séquestration des émissions résiduelles.

Le Groupe mène une politique destinée à promouvoir une consommation responsable en enregistrant une progression de la part du bio de +0,9 pt⁴ sur le S1, et en déployant de nouveaux concepts de vrac en partenariat avec les marques nationales. Parmi les autres actions réalisées, le Groupe a dématérialisé les bons de réduction dans les enseignes Casino grâce à l'application Casino Max dès 2020 ainsi que les tickets de caisse et les bons d'achats depuis mars 2021. Cdiscount vise pour sa part à déployer des emballages réutilisables qui seront proposés à tous les clients d'ici fin 2021. Par ailleurs, le Groupe a étendu le crédit syndiqué Monoprix avec une clause d'ajustement annuel de la marge en fonction de l'atteinte d'objectifs RSE (gaz à effet de serre, label responsable protéines végétales).

Par ailleurs, le Groupe continue de mener des actions de solidarité et s'est engagé auprès de nombreuses associations au premier semestre (Franprix avec le Secours Populaire, Monoprix avec la Fondation des femmes). Plusieurs actions de collecte de denrées alimentaires pour les étudiants en difficultés ont également été mises en place dans les enseignes Casino, en partenariat avec les banques alimentaires. Enfin, le Groupe s'est engagé à œuvrer pour la revitalisation des zones rurales par l'installation d'espaces culturels dans les enseignes de proximité Casino en partenariat avec la Fondation Marc Ladreit de Lacharrière.

— Plan de cession d'actifs

Le 27 juillet 2021, le Groupe a signé avec BNP Paribas un partenariat et un accord en vue de la cession de Floa pour 179 M€⁵. Ce partenariat prévoit une collaboration pour le développement de l'activité paiement fractionné « FLOA PAY ». Dans ce cadre, le groupe Casino restera associé au succès du développement de l'activité paiement de FLOA à hauteur de 30 % de la valeur future créée⁶.

Par ailleurs, le Groupe a sécurisé et constaté d'avance 99 M€ de complément de prix dans le cadre des JV Apollo et Fortress⁷.

Le montant total des cessions signées ou sécurisées s'établit à 3,1 Md€.

Le groupe Casino maintient sa cible de plan de cession France de 4,5 Md€.

¹ Annonce du spin-off le 09 septembre 2020

² Filiale de l'agence de notation Moody's (notation Vigeo Eiris, décembre 2020)

³ Scopes 1 et 2

⁴ En France

⁵ Incluant 129 M€ relatifs à la cession des titres et un complément de prix de 50 M€ notamment liés au renouvellement des accords commerciaux entre Cdiscount, les enseignes Casino et FLOA

⁶ À horizon de 2025

⁷ Dans le cadre des cessions immobilières réalisées en 2019

— Plan de refinancement

Le groupe Casino a annoncé avoir **amélioré les conditions financières et étendu la maturité de son principal crédit syndiqué d'échéance initiale octobre 2023 à juillet 2026¹ pour 1,8 Md€.**

Afin de prendre en compte l'amélioration de la structure financière du Groupe et le plan de développement de GreenYellow, les covenants financiers ont été allégés : ainsi, à partir du 30 juin 2021 le Groupe s'engage au niveau du périmètre France retail et e-commerce, hors GreenYellow, à respecter chaque trimestre, en lieu et place des précédents covenants :

- un ratio de Dette brute sécurisée / EBITDA après loyers sous les 3,5x ;
 - **au 30 juin 2021 ce covenant est largement respecté, avec un ratio à 2,1x, soit une marge de 359 M€ sur l'EBITDA**
- un ratio EBITDA après loyers / Frais financiers supérieur à 2,5x ;
 - **au 30 juin 2021 ce covenant est largement respecté, avec un ratio à 3,2x soit une marge de 199 M€ sur l'EBITDA**

En outre, Monoprix a étendu à janvier 2026 une ligne de crédit syndiqué de 130 M€ incluant une clause d'ajustement annuel de la marge en fonction de l'atteinte d'objectifs RSE :

- Réduction des émissions de gaz à effet de serre sur les scopes 1 & 2
- Part du chiffre d'affaires labellisé responsable
- Chiffre d'affaires réalisé avec des protéines végétales

| Chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2021

Au deuxième trimestre 2021, le chiffre d'affaires du groupe Casino atteint 7 334 M€, en baisse de -6,5 % au total affecté par des effets de change et de périmètre de respectivement -3,0 % et -2,2 %. L'effet calendaire est de -0,5 %. La **croissance comparable² du Groupe s'établit à +6,0 % sur deux ans** (-4,1 % au T2 2021 après +10,4 % au T2 2020). La France (y compris Cdiscount) enregistre une variation de -1,2 %¹ sur deux ans de ses ventes en comparable (-8,4 % sur un an).

Sur le périmètre France Retail, la croissance comparable s'établit à -8,4 % sur le trimestre, impactée par une base de comparaison défavorable (+6,0 % au T2 2020). Les formats qui avaient le plus bénéficié de l'effet de ventes massives liées au premier confinement de l'année dernière ont été le plus pénalisés, à l'instar des formats de proximité (-11,2 %) et de Franprix (-12,5 %).

Le trimestre a été marqué par un durcissement des restrictions sanitaires avec un couvre-feu qui a entraîné une fermeture anticipée des magasins autonomes, le troisième confinement qui a conduit à une diminution temporaire de la population à Paris, une baisse temporaire du tourisme et la fermeture des rayons dits non essentiels qui a pesé sur les hypermarchés Géant (-9,9 %) et Monoprix (-4,9 %).

Cdiscount³ affiche sur le trimestre un volume d'affaires (« GMV ») en hausse de +16 % sur deux ans (-6 % sur un an). Le **GMV marketplace** est en croissance de +30 % sur deux ans (-7 % sur un an).

En **Amérique latine**, les ventes progressent de **+5,5 % en organique sur le trimestre**. La croissance comparable est en hausse de **+12,3 % sur deux ans** (stable sur un an). Ce trimestre, les ventes en Amérique latine restent tirées par l'**excellente performance d'Assai** (+9,2 %² en comparable, +22 %² en organique), toujours portée par l'attractivité du format commercial et le succès de la stratégie d'expansion.

| Résultats du premier semestre 2021

Au S1 2021, le **chiffre d'affaires consolidé du groupe Casino atteint 14 480 M€,** stable en organique⁴ (-0,5 %) et de -10,3 % au total après prise en compte notamment des effets de change et d'hyperinflation de -7,2 %, d'un effet périmètre de -2,2 % et d'un effet essence de +0,4 %.

Sur le périmètre **France Retail, le chiffre d'affaires est en recul de -7,3 % en comparable**. Y compris Cdiscount, la croissance comparable en France s'établit à -6,3 %.

Le **E-commerce** (Cdiscount) affiche un **volume d'affaires** (« GMV ») de près de 2 Md€, en hausse de **+2,3 %⁵** (+14 %² sur deux ans), porté par l'expansion de la marketplace.

Les ventes en **Amérique latine** sont en progression de +6,9 % en organique¹, principalement soutenues par la très bonne performance du **Cash & Carry (Assai) en croissance de +22 %²** en organique.

L'**EBITDA Groupe** s'établit à **1 099 M€,** soit une variation de +3 % après impact du change et de +11,1 % à taux de change constant.

¹ Mai 2025 si le prêt à terme (Term Loan B) à échéance août 2025 n'est pas remboursé ou refinancé à cette date

² Croissance comparable hors essence et calendaire

³ Données publiées par la filiale

⁴ Hors essence et calendaire

⁵ Donnée publiée par la filiale

L'EBITDA France (y compris Cdiscount) s'élève à 622 M€, dont 573 M€ sur le périmètre France Retail et 48 M€ pour Cdiscount. L'EBITDA des enseignes de distribution France Retail (hors GreenYellow, promotion immobilière et Vindémia) enregistre une progression de +9 %. L'EBITDA de GreenYellow s'élève à 28 M€¹ et celui de la promotion immobilière à 3 M€.

La marge d'EBITDA France (y compris Cdiscount) ressort à 8,0 %, en progression de +105 bp.

L'EBITDA de l'Amérique latine enregistre une croissance de +21,1 % hors effet de change en tenant compte de 6 M€ de crédits fiscaux². Hors crédits fiscaux² l'EBITDA progresse de +19,8 %.

Le **ROC Groupe** s'établit à **444 M€** (438 M€ hors crédits fiscaux²) soit une variation de +11,4 % après impact du change et de +23,5 % à taux de change constant (+22 % hors crédits fiscaux).

En France (y compris Cdiscount), le ROC s'élève à 173 M€, dont 166 M€ sur le périmètre France Retail et 7 M€ pour Cdiscount. Le ROC des enseignes de distribution France Retail (hors GreenYellow, promotion immobilière et Vindémia) enregistre une forte croissance de +50 %. Le ROC de GreenYellow s'élève à 19 M€ et celui de la promotion immobilière à 2 M€.

Le ROC France (y compris Cdiscount) reflète une marge de 2,2 % en progression de +39 bp, soutenue par l'amélioration de France Retail qui enregistre une progression de +45 bp de sa marge à 2,4 %.

En Amérique latine, le ROC s'établit à 271 M€ en hausse de +13,5 % (+29,9 % hors crédits fiscaux et effet de change) tiré par la poursuite de la forte dynamique des ventes chez Assai, par le transfert des ventes vers l'e-commerce et le repositionnement des hypermarchés chez Multivarejo, et par le maintien de la rentabilité et l'effet positif du développement immobilier chez Éxito.

— *Résultat financier et Résultat net Part du Groupe normalisés³ du groupe Casino*

Le **Résultat financier normalisé** de la période est de **-398 M€ (-244 M€ hors intérêts sur passifs de loyers)** contre -404 M€ au S1 2020 (-239 M€ hors intérêts sur passifs de loyers). Sur France Retail, les charges financières incluent au titre du refinancement du Term Loan B d'avril 2021 (i) une charge non récurrente de 40 M€ majoritairement non-cash et (ii) une **réduction pérenne des frais financiers de 9 M€** en année pleine. Le résultat financier E-commerce est quasiment stable par rapport à 2020. En **Amérique latine, les charges financières sont en baisse**.

Le **Résultat net normalisé Part du Groupe** est en hausse de **+23 M€** par rapport au S1 2020.

Le **BNPA normalisé dilué⁴** est de -1,00 € contre -1,20 € au S1 2020.

Les **Autres produits et charges opérationnels s'inscrivent en forte amélioration de +257 M€** (11 M€ au S1 2021 vs -246 M€ au S1 2020). En **France**, hors plan de cession et GreenYellow, **les charges exceptionnelles se réduisent de 28 %** (de -107 M€ au S1 2020 à -77 M€ au S1 2021). Au **Latam**, les autres produits et charges opérationnelles s'établissent à -34 M€ au S1 2021 (vs -18 M€ au S1 2020).

— *Résultat Net de l'ensemble consolidé, Part du Groupe Casino*

Le **Résultat Net des activités poursuivies, Part du Groupe s'inscrit en forte amélioration de +306 M€** à -35 M€, contre -340 M€ au S1 2020.

Le Résultat Net des activités abandonnées, part du Groupe, s'établit à -170 M€ au S1 2021 contre -162 M€ au S1 2020.

Le Résultat Net de l'ensemble consolidé, Part du Groupe s'établit à -205 M€ contre -502 M€ au S1 2020.

— *Situation financière du groupe Casino au 30 juin 2021*

La **Dettes financières nettes du Groupe hors IFRS 5 est stable** par rapport au 30 juin 2020 à 6,3 Md€, tant en France qu'au Latam. **Y compris IFRS 5, elle ressort à 5,5 Md€** contre 4,8 Md€ au S1 2020.

Au 30 juin 2021, la **liquidité du Groupe en France (y compris Cdiscount) est de 2,6 Md€**, dont 528 M€ de trésorerie et équivalents de trésorerie et 2 Md€ de lignes de crédit confirmées non tirées disponibles à tout moment. Le Groupe dispose par ailleurs de **339 M€ sur un compte séquestre** dédié au remboursement de la dette brute.

¹ Vision consolidée. Données publiées par la filiale : EBITDA de 37 M€ au S1 2021

² Crédits fiscaux retraités par les filiales dans le calcul de l'EBITDA ajusté

³ Correspond au résultat net des activités poursuivies corrigé des effets des autres produits et charges opérationnels et autres impacts liés à des éléments non récurrents

⁴ Le BNPA normalisé dilué intègre l'effet de dilution lié à la distribution des titres subordonnés TSSDI

FONCIÈRE EURIS

La pandémie de Covid-19 continue à impacter notamment le marché des centres commerciaux, avec des restrictions en France et en Pologne, et des transactions à l'arrêt en ce moment pour ce type d'actifs.

GROUPE GO SPORT

Le 10 mars 2021, Rallye a annoncé l'entrée en négociation exclusive avec Financière Immobilière Bordelaise en vue de la cession de l'intégralité du capital de Groupe GO Sport pour un prix de 1 € sans aucune garantie de passif à la charge de Rallye.

La réalisation de ce projet, qui a reçu un avis favorable des instances représentatives de Groupe GO Sport ainsi que l'approbation de l'opération par les autorités de concurrence compétentes, reste soumise à la mainlevée par le Tribunal de commerce de Paris de l'inaliénabilité portant sur les titres Groupe GO Sport et à l'accord des banques de Groupe GO Sport sur le maintien et la modification de leurs encours actuels.

Dans le contexte des mesures restrictives liées à la poursuite de la crise sanitaire en 2021, Groupe GO Sport a obtenu le 28 juin 2021 un second PGE (prêt garanti par l'Etat) de 20 M€ qui porte à 55 M€ le total des PGE obtenu par Groupe GO Sport pour sécuriser sa liquidité.

Dans le cadre du processus de cession en cours, Groupe GO Sport est classé en IFRS 5 et ne figure plus dans le chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

PÉRIMÈTRE HOLDING DE RALLYE

Le périmètre holding de Rallye comprend Rallye et ses filiales ayant une activité liée au portefeuille d'investissements.

| Faits marquants du premier semestre 2021

— Offre globale sur la dette non sécurisée de Rallye dans le cadre d'une procédure d'enchères inversées

Le 22 janvier 2021, Rallye a lancé une offre globale de rachat sur sa dette non sécurisée (notamment les obligations et les billets de trésorerie) dans le cadre d'une procédure d'enchères inversées.

Offre de Rachat

L'Offre de Rachat avait pour objectif (i) d'offrir aux porteurs de créances non sécurisées l'opportunité de se faire racheter tout ou partie de leurs créances à un prix déterminé dans le cadre d'une procédure d'enchères inversées et (ii) d'améliorer le profil d'endettement de Rallye, dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan de Sauvegarde arrêté par le Tribunal de commerce de Paris le 28 février 2020. L'Offre de Rachat, d'un montant maximum de 75 M€, fut ouverte à compter du 22 janvier jusqu'au 5 février 2021.

Financement de l'Offre de Rachat

L'Offre de Rachat proposée était financée par un nouveau financement remboursable in fine, composé d'une émission obligataire et d'un prêt bancaire, d'un montant global total de 82,4 M€ (incluant le financement de la commission d'arrangement due aux prêteurs), pour lequel Rallye avait d'ores et déjà obtenu des engagements fermes de Monsieur Marc Ladreit de Lacharrière et de la part de banques.

Ce nouveau financement, dont les conditions étaient précisées dans le communiqué du 22 janvier 2021, dispose d'une maturité de 4 ans à compter de la signature des contrats y afférents, étant précisé que les tirages pourront, sous réserve du respect des conditions préalables, avoir lieu jusqu'au 30 juin 2022 au plus tard.

Fixation du prix d'achat et résultats de l'offre globale de rachat lancée par Rallye sur sa dette non sécurisée

Le 5 février 2021, après l'annonce d'une extension de la date de clôture de l'offre au 10 février 2021, Rallye a fixé le prix d'achat dans le cadre de l'Offre de Rachat à 20 % du montant de la créance (soit le prix d'achat maximum initialement fixé par Rallye).

Le 11 février 2021, Rallye a annoncé les résultats de son Offre de Rachat.

Ainsi, après la levée des conditions suspensives :

- Rallye a acheté un montant total de dette non sécurisée de 195,4 M€ moyennant un prix de rachat total de 39,1 M€, soit une réduction du montant total de sa dette nette de 156,3 M€ ; et
- le montant total de dette non sécurisée acquis dans le cadre de l'Offre de Rachat se décompose entre différents instruments tel qu'indiqué dans le communiqué de presse du 4 mai 2021.

Modification du plan de sauvegarde de Rallye

La réalisation de l'Offre de Rachat était notamment soumise à (i) l'approbation par le Tribunal de commerce de Paris de la modification du plan de sauvegarde de Rallye afin d'autoriser la réalisation effective de l'Offre de Rachat et la mise en place du financement de l'Offre de Rachat (cf. communiqué de presse de Rallye en date du 22 janvier 2021) et (ii) la mise à disposition des fonds dans le cadre de ce nouveau financement.

Après avoir déposé le 12 février 2021, auprès du Tribunal de commerce de Paris une requête aux fins de modifier son plan de sauvegarde, Rallye a annoncé le 4 mai 2021 que le Tribunal de commerce de Paris avait approuvé la modification de celui-ci, autorisant ainsi la réalisation effective de l'offre globale de rachat de sa dette non sécurisée lancée le 22 janvier 2021 et la mise en place du financement de celle-ci. En conséquence, le règlement-livraison de l'Offre de Rachat est intervenu le 18 mai 2021.

— *Suivi des plans de sauvegarde*

La société Finatis, ses filiales Foncière Euris et Rallye et sa société mère Euris ont procédé, au cours du premier semestre 2021, au paiement de la première annuité prévue dans leurs plans de sauvegarde arrêtés le 28 février 2020.

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Les commentaires du rapport financier semestriel sont réalisés en comparaison au S1 2020 sur les résultats des activités poursuivies.

Leader Price, dont la cession a été finalisée le 30 novembre 2020, est présenté en activité abandonnée en 2020 et 2021. La conversion progressive des magasins cédés à Aldi devrait se terminer d'ici le 30 septembre 2021. De même Groupe GO Sport, dont la décision de cession a été prise fin 2019, est présenté en activité abandonnée en 2020 et en 2021.

Les comptes du premier semestre 2020 ont été retraités suite à l'application rétrospective de la décision de l'IFRS IC relative à la détermination de la durée exécutoire des contrats de location et la durée d'amortissement des agencements dans le cadre de la norme IFRS 16 – Contrats de location.

Résultats

Le **chiffre d'affaires** hors taxes du 1^{er} semestre 2021 s'établit à 14 486 M€ contre 16 146 M€ au 1^{er} semestre 2020 retraité.

Il est constitué quasi-exclusivement du chiffre d'affaires consolidé de Casino, qui enregistre repli de -0,5 % en organique¹ et de -10,3 % au total après prise en compte notamment des effets de change et d'hyperinflation de -7,2 %, d'un effet périmètre de -2,2 % et d'un effet essence de +0,5 %.

L'**EBITDA** du groupe Casino atteint 1 099 M€, soit une variation de +3 % après impact du change et de +11,1% à taux de change constant.

Le **résultat opérationnel courant (ROC)** Groupe s'établit à 436 M€. Au niveau du groupe Casino, il s'élève à 444 M€ (438 M€ hors crédits fiscaux) soit une variation de +11,4 % après impact du change et de +23,5 % à taux de change constant (+22 % hors crédits fiscaux).

Les **autres produits et charges opérationnels** se traduisent par un produit net de 10 M€ contre une charge nette de -246 M€ sur le 1^{er} semestre 2020 (note 6.5 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le « **Coût de l'endettement financier net** » se traduit par une charge nette de -290 M€ contre un produit net de 135 M€ sur le 1^{er} semestre de l'exercice précédent ; le produit net sur 2020 comprenait notamment l'impact positif suite à l'application de la norme IFRS 9 sur les passifs financiers de Finatis et ses filiales soumises au plan de sauvegarde (note 9.3.1).

Les **Autres produits et charges financiers** s'élèvent à -64 M€ contre -290 M€ au 1^{er} semestre 2020, soit une variation de +226 M€. Outre l'amélioration observée chez Casino à hauteur de +116 M€, Rallye a enregistré un produit financier (net de retraitements IFRS) de 113 M€ consécutif à l'offre de rachat de sa dette non sécurisée effectuée sur le 1^{er} semestre 2021.

Le **résultat net des activités poursuivies, part du groupe** du 1^{er} semestre 2021 est nul (contre un profit de 66 M€ au 1^{er} semestre 2020).

Le **résultat des activités abandonnées, part du groupe** s'élève à -49 M€ contre -42 M€ au 1^{er} semestre 2020 et concerne principalement la phase de transition sur l'activité de Leader Price.

Le **résultat net de l'ensemble consolidé, part du groupe** du 1^{er} semestre 2021 se traduit par une perte de -49 M€ (contre un profit de 24 M€ au 1^{er} semestre 2020).

¹ Hors essence et calendaire

Évolution des flux de trésorerie

La **capacité d'autofinancement (CAF)** du Groupe s'élève à 942 M€ au 1^{er} semestre 2021, en augmentation par rapport au niveau constaté au 1^{er} semestre 2020 (750 M€).

La CAF et la variation du besoin en fonds de roulement, nettes des impôts versés sur le 1^{er} semestre 2021, portent le **flux de trésorerie généré par l'activité** (décaissement net) à -147 M€, contre un encaissement de 46 M€ au 1^{er} semestre 2020.

Le **flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement** du 1^{er} semestre 2021 se caractérise par un décaissement net de -407 M€, dû notamment à des acquisitions d'actifs corporels, contre un décaissement de -367 M€ au 1^{er} semestre 2020.

Le Groupe dégage ainsi un **flux de trésorerie disponible** négatif de 554 M€ sur le semestre, contre un montant négatif de 321 M€ au 1^{er} semestre 2020.

Le **flux net de trésorerie lié aux opérations de financement** se solde par un décaissement net de -270 M€ (contre un décaissement de -665 M€ au 30 juin 2020).

La **trésorerie nette** enregistre une diminution de 750 M€ sur le semestre pour s'établir à 2 021 M€ au 30 juin 2021.

Structure financière

Au 30 juin 2021, le **total du bilan consolidé** s'élève à 32 370 M€ contre 32 125 M€ au 31 décembre 2020, et enregistre ainsi une augmentation de 245 M€ sur la période.

Les **capitaux propres consolidés** se montent à 3 976 M€, dont - 783 M€ pour la part du groupe et 4 759 M€ pour la part des intérêts ne donnant pas le contrôle et des porteurs de TSSDI Casino.

L'impact des devises sur les capitaux propres est positif sur la période à hauteur d'un montant net de 122 M€, dont 223 M€ enregistrés pour le réal brésilien.

La **dette financière nette** s'élève à 8 721 M€ contre 7 189 M€ au 31 décembre 2020 et 7 795 M€ au 30 juin 2020.

Les contributions à la dette financière nette consolidée du Groupe (note 9.2.1) sont réparties comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	Variation
Finatis	138	134	4
Foncière Euris	177	172	5
Rallye holding	2 796	2 839	(43)
Casino	5 482	3 914	1 568
Autres sociétés	128	130	(2)
Total	8 721	7 189	1 532

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AU S1 2021

Les activités du Groupe sont exposées à certains facteurs de risques qui font l'objet d'une description dans le Rapport annuel de Finatis afférent à l'exercice 2020, disponible sur le site internet du Groupe.

Les deux tierce-oppositions contre le jugement arrêtant le plan de sauvegarde de Rallye, formées par les fonds communs de placement (FCP) SLGP Corporate Bonds Cantonnement et SLGP Income Convertible Cantonnement d'une part et le FCP SLGP Short Bonds Cantonnement d'autre part, représenté par la société Swisslife Gestion Privée, ont été rejetées par jugements du Tribunal de Commerce du 9 décembre 2020 et arrêts de la Cour d'appel du 25 mai 2021. Les arrêts de la Cour d'appel sont susceptibles de pourvoi en cassation de la part du tiers opposant d'ici le 7 septembre prochain.

Évolutions et perspectives

Les perspectives de Casino en France sur le second semestre 2021 sont les suivantes :

- **Tous les formats ayant une rentabilité très satisfaisante, priorité à la croissance avec l'expansion du parc et l'accélération du e-commerce :**
 - Ouverture de 400 magasins de proximité au S2 2021 (Franprix, Vival, Naturalia ...) portant le total annuel à 750 ouvertures
 - Accélération du e-commerce sur des modèles structurellement rentables grâce à ses partenariats exclusifs (Ocado, Amazon) et les solutions déployées en magasins

- **La poursuite du développement de Cdiscount, RelevanC et GreenYellow**
 - Le Groupe Casino poursuit ses travaux préparatoires en vue de financer l'accélération de la croissance de GreenYellow et Cdiscount

- **Progression de la capacité d'autofinancement ¹**
 - Poursuite de la croissance de l'EBITDA
 - Forte réduction des charges exceptionnelles
 - Expansion sur les formats de proximité et l'e-commerce alimentaire, peu consommateurs de Capex

Événements récents

— *Extension de la maturité du « RCF »*

Le 19 juillet 2021, le groupe Casino a annoncé avoir étendu et amélioré les conditions financières de son principal crédit syndiqué dont l'échéance initiale était fixée à octobre 2023 (notes 2 et 9.6).

Par ailleurs, le crédit syndiqué Monoprix qui venait à échéance en juillet 2021 a également été renouvelé (note 9.6).

— *Opération de cession-bail chez Sendas*

Le 19 juillet 2021, Sendas a signé une promesse de cession-bail avec le fonds d'investissement BRL Trust Distribuidora de Titulos e Valores Mobiliarios S.A. L'objet de cette opération est la vente, la construction et la location des murs de 5 magasins situés dans les états de São Paulo, Rio de Janeiro et Rondônia.

Cette transaction inclut la cession-bail des murs d'un magasin ainsi que de 4 terrains sur lesquels seront prochainement réalisées les constructions. Le prix total de cette transaction est de 364 MR\$ (soit 56 M€).

Cette opération est conditionnée à la levée des conditions suspensives à la date du 14 octobre 2021.

Au 30 juin 2021, les actifs objets de cette opération ont été classés en « actifs détenus en vue de la vente » conformément à IFRS 5 pour un montant de 147 MR\$ (soit 25 M€).

— *Opérations de financement chez CBD*

Le 20 juillet 2021, le conseil d'administration de CBD a approuvé la réalisation de sa 5^{ème} émission de *Notas Promissórias* en 2 tranches d'un montant de 500 MR\$ chacune soit 1 000 MR\$ (169 M€), ayant pour échéance respectivement le 30 juillet 2025 pour la 1^{ère} tranche et le 30 juillet 2026 pour la 2nd tranche.

— *Opérations de financement chez Sendas*

Le 27 juillet 2021 a été approuvée l'émission de *Certificados de Recebíveis Imobiliários* (CRI) pour un montant de 1 500 MR\$ (soit 254 M€) ainsi que de *Notas Promissórias* pour un montant de 2 500 MR\$ (soit 423 M€). Ces émissions ont une maturité moyenne supérieure à 4 ans, et permettent le refinancement des émissions à échéance 2022 à 2023.

La réalisation de l'offre publique est sujette à la levée intégrale des conditions suspensives incluses dans la documentation relative à chacune des émissions.

¹ Périmètre France hors GreenYellow dont le développement et la transition vers un modèle de détention d'actifs sont assurés par ses ressources propres.

— *Signature d'un accord d'exclusivité en vue de la cession de FLOA à BNP Paribas*

Le 27 juillet 2021, le Groupe Casino et Crédit Mutuel Alliance Fédérale ont annoncé (i) avoir signé un accord d'exclusivité en vue de la cession de FLOA à BNP Paribas et (ii) la mise en place d'un partenariat stratégique entre BNP Paribas et le Groupe Casino. Le prix de cession s'établirait à 179 M€ (129 M€ relatifs à la cession des titres représentant 50 % du capital de FLOA, dont les fonds propres s'élevaient à 100 % à 184 M€ au 31 décembre 2020, et un complément de prix de 50 M€ notamment liés au renouvellement des accords commerciaux entre Cdiscount, les enseignes Casino et FLOA (Cdiscount continuera notamment à opérer son activité de paiement par carte bancaire, en s'appuyant sur FLOA et le groupe BNP Paribas)).

Le groupe BNP Paribas, deviendrait le fournisseur et le distributeur exclusif de crédit à la consommation, dont des solutions de paiement fractionné des clients du groupe Casino, à travers la mise en place d'un partenariat commercial avec les enseignes Casino Supermarchés, Géant et Cdiscount. Le partenariat envisagé prévoit également un partenariat entre le groupe Casino et BNP Paribas pour le développement de l'activité paiement fractionné « FLOA PAY ». Le groupe Casino restera associé au succès du développement de l'activité paiement de FLOA à hauteur de 30% de la valeur future créée (à horizon 2025).

L'opération reste soumise au processus de consultation des instances représentatives du personnel compétentes. Elle devrait être finalisée dans les prochains trimestres, sous réserve de l'obtention des autorisations requises, notamment celles de l'Autorité de la concurrence française et de la Banque Centrale Européenne (BCE).

FINATIS

*Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021 **

Compte de résultat consolidé.....	15
État consolidé des produits et charges comptabilisés.....	16
État de la situation financière consolidée.....	17
Tableau de flux de trésorerie consolidés.....	19
Variation des capitaux propres consolidés.....	21
Annexe aux comptes consolidés.....	23

** Les situations intermédiaires aux 30 juin 2021 et 2020 ont fait l'objet d'un examen limité de la part de nos commissaires aux comptes.*

COMPTES CONSOLIDÉS

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre	
		2021	2020 retraité ⁽¹⁾
Activités poursuivies			
Chiffre d'affaires, hors taxes	5 / 6.2	14 486	16 146
Autres revenus	6.2	224	245
Revenus totaux		14 710	16 391
Coût d'achat complet des marchandises vendues		(11 071)	(12 405)
Marge des activités courantes		3 639	3 986
Coûts des ventes	6.3	(2 533)	(2 928)
Frais généraux et administratifs	6.3	(670)	(669)
Résultat opérationnel courant	5.1	436	389
Autres produits opérationnels	6.5	249	233
Autres charges opérationnelles	6.5	(239)	(479)
Résultat opérationnel		446	143
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9.3.1	8	9
Coût de l'endettement financier brut	9.3.1	(298)	126
Coût de l'endettement financier net	9.3.1	(290)	135
Autres produits financiers	9.3.2	182	88
Autres charges financières	9.3.2	(246)	(378)
Résultat avant impôt		92	(12)
Produit (charge) d'impôt	7	(45)	16
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises		29	13
Résultat net des activités poursuivies		76	17
<i>Part du groupe</i>			66
<i>Intérêts ne donnant pas le contrôle</i>		76	(49)
Activités abandonnées			
Résultat net des activités abandonnées	3.2.2	(169)	(150)
<i>Part du groupe</i>	3.2.2	(49)	(42)
<i>Intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	3.2.2	(120)	(108)
Ensemble consolidé			
Résultat net de l'ensemble consolidé		(93)	(133)
<i>Part du groupe</i>		(49)	24
<i>Intérêts ne donnant pas le contrôle</i>		(44)	(157)
Par action, en euros :			
Résultat net des activités poursuivies, part du groupe		(0,13)	11,83
Résultat net de l'ensemble consolidé, part du groupe		(8,73)	4,34

(1) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3).

État consolidé des produits et charges comptabilisés

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre	
	2021	2020 retraité ⁽¹⁾
Résultat net de l'ensemble consolidé	(93)	(133)
Éléments recyclables ultérieurement en résultat net	139	(1 184)
Couverture de flux de trésorerie et réserve de coût de couverture ⁽²⁾	20	(14)
Écarts de conversion ⁽³⁾	119	(1 148)
Instruments de dette et autres évalués à la juste valeur par OCI	(1)	
Couverture d'investissement net dans une activité à l'étranger	2	
Quote-part des entreprises associées et des coentreprises dans les éléments recyclables	3	(26)
Effets d'impôt	(4)	4
Éléments non recyclables en résultat net	(2)	(1)
Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par OCI		(3)
Quote-part des entreprises associées et des coentreprises dans les éléments non recyclables		
Écarts actuariels	(3)	3
Effets d'impôt	1	(1)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres, nets d'impôt	137	(1 185)
Résultat global de l'ensemble consolidé au titre de la période, net d'impôt	44	(1 318)
Dont part du groupe	(26)	(116)
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	70	(1 202)

(1) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3).

(2) La variation de la réserve de coût de couverture relative au 1^{er} semestre 2021 et au 1^{er} semestre 2020 n'est pas significative.

(3) La variation positive du 1^{er} semestre 2021 de 119 M€ résulte principalement de l'appréciation de la monnaie brésilienne pour 218 M€ compensée partiellement par la dépréciation de la monnaie colombienne pour -81 M€. La variation négative du 1^{er} semestre 2020 de 1 148 M€ résultait principalement de la dépréciation des monnaies brésilienne et colombienne pour respectivement -839 M€ et -259 M€.

COMPTES CONSOLIDÉS

État de la situation financière consolidée

Actif

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2021	31/12/2020
Actifs non courants			
Goodwill	8	7 796	7 688
Immobilisations incorporelles	8	2 126	2 061
Immobilisations corporelles	8	4 461	4 282
Immeubles de placement	8	599	606
Actifs au titre de droits d'utilisation	8	4 881	4 906
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises		210	186
Autres actifs non courants		1 240	1 257
Actifs d'impôts différés		1 114	1 038
Total des actifs non courants		22 427	22 024
Actifs courants			
Stocks		3 357	3 216
Clients		864	944
Autres actifs courants		1 931	1 738
Créances d'impôts		202	167
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.1	2 183	2 815
Actifs détenus en vue de la vente	3.2.1	1 406	1 221
Total des actifs courants		9 943	10 101
Total de l'actif		32 370	32 125

Passif

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2021	31/12/2020
Capitaux propres			
Capital	10.1	85	85
Primes, réserves et résultat		(868)	(849)
Capitaux propres part du Groupe		(783)	(764)
<i>Intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	12.6	4 759	4 720
Total des Capitaux Propres		3 976	3 956
Passifs non courants			
Provisions pour retraites et engagements assimilés non courants		349	352
Autres provisions non courantes	11.1	380	374
Dettes financières brutes non courantes	9.2.1	10 530	10 047
Passifs de loyers non courants		4 280	4 299
Dettes liées aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle		53	44
Autres dettes non courantes		250	277
Passifs d'impôts différés		540	508
Total des passifs non courants		16 382	15 901
Passifs courants			
Provisions pour retraites et engagements assimilés courants		12	12
Autres provisions courantes	11.1	163	190
Dettes fournisseurs		5 396	6 194
Dettes financières brutes courantes	9.2.1	1 828	1 355
Passifs de loyers courants		706	706
Dettes liées aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle		119	119
Dettes d'impôts exigibles		64	98
Autres dettes courantes		3 181	3 093
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	3.2.1	543	501
Total des passifs courants		12 012	12 268
Total des capitaux propres et des passifs		32 370	32 125

COMPTES CONSOLIDÉS

Tableau de flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre	
		2021	2020 retraité ⁽¹⁾
Flux de trésorerie générés par l'activité			
Résultat avant impôt des activités poursuivies		92	(12)
Résultat avant impôt des activités abandonnées	3.2.2	(209)	(97)
Résultat avant impôt de l'ensemble consolidé		(117)	(109)
Dotations aux amortissements	6.4	659	664
Dotations aux provisions et dépréciations	4.1	(81)	89
Pertes / (gains) latents liés aux variations de juste valeur	9.3.2	(4)	72
Charges / (produits) calculés liés aux stock-options et assimilés		9	7
Autres produits et charges calculés		(13)	(60)
Résultats sur cessions d'actifs	4.4	(97)	(49)
Pertes / (profits) liés à des variations de parts d'intérêts de filiales avec prise / perte de contrôle		11	20
Dividendes reçus des entreprises associées et des coentreprises		10	15
Coût de l'endettement financier net	9.3.1	290	(135)
Intérêts financiers nets au titre des contrats de location	9.3.2	154	165
Coût de mobilisation de créances sans recours et opérations assimilées	9.3.2	23	32
Résultats de cession et retraitements liés aux activités abandonnées		98	39
Capacité d'autofinancement (CAF)		942	750
Impôts versés		(87)	(44)
Variation du besoin en fonds de roulement (BFR)	4.2	(906)	(764)
Impôts versés et variation du BFR liés aux activités abandonnées		(96)	104
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(A)	(147)	46
Dont activités poursuivies		60	
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'immeubles de placement	4.3	(498)	(447)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'immeubles de placement	4.4	19	169
Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers	4.5	(3)	(472)
Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers	4.5	158	254
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	4.6	(9)	165
Incidence des variations de périmètre en lien avec des entreprises associées et des coentreprises	4.7	(6)	3
Variation des prêts et avances consentis		(15)	(22)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées		(53)	(17)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(B)	(407)	(367)
Dont activités poursuivies		(354)	(350)

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre	
		2021	2020 retraité ⁽¹⁾
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Dividendes versés :			
• aux actionnaires de la société mère			
• aux intérêts ne donnant pas le contrôle		(77)	(33)
• aux porteurs de titres super subordonnés à durée indéterminée (TSSDI)		(32)	(33)
Augmentations et réductions de capital en numéraire			
Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle	4.8	3	(21)
Achats et ventes d'actions autodétenues			(1)
Acquisitions et cessions de placements financiers			32
Augmentations des emprunts et dettes financières	4.9	2 679	1 071
Diminutions des emprunts et dettes financières	4.9	(2 193)	(879)
Remboursement des passifs de loyers		(322)	(311)
Intérêts financiers nets versés	4.10	(310)	(469)
Autres remboursements		(13)	(9)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées		(5)	(12)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(C)	(270)	(665)
Dont activités poursuivies		(265)	(653)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie :			
• des activités poursuivies	(D)	74	(399)
• des activités abandonnées			
Variation de la trésorerie nette	(A+B+C+D)	(750)	(1 385)
Trésorerie nette d'ouverture	(E)	2 771	3 658
Dont trésorerie et équivalents de trésorerie nets :			
• des activités poursuivies	9.1	2 745	3 579
• des activités détenues en vue de la vente		26	80
Trésorerie nette de clôture	(F)	2 021	2 273
Dont trésorerie et équivalents de trésorerie nets :			
• des activités poursuivies	9.1	1 990	2 174
• des activités détenues en vue de la vente		31	99
Variation de la trésorerie nette	(F-E)	(750)	(1 385)

(1) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3)

COMPTES CONSOLIDÉS

Variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Capital	Primes	Réserves et résultats consolidés	Autres réserves ⁽¹⁾	Total Part du Groupe	Intérêts ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾	Total de l'ensemble consolidé
Capitaux propres au 01/01/2020 publié	85	79	171	(743)	(408)	6 346	5 938
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres retraité (*)				(140)	(140)	(1 045)	(1 185)
Résultat net de la période retraité (*)			24		24	(157)	(133)
Total des produits et charges comptabilisés retraités (*)			24	(140)	(116)	(1 202)	(1 318)
Opérations sur capital							
Opérations sur titres autodétenus			(2)		(2)	1	(1)
Dividendes versés et à verser ⁽³⁾						(14)	(14)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales							
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales			(6)		(6)		(6)
Autres mouvements			6		6	(23)	(17)
Capitaux propres au 30/06/2020 retraité	85	79	193	(883)	(526)	5 108	4 582
Capitaux propres au 01/01/2021	85	79	(20)	(908)	(764)	4 720	3 956
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				23	23	114	137
Résultat net de la période			(49)		(49)	(44)	(93)
Total des produits et charges comptabilisés			(49)	23	(26)	70	44
Opérations sur capital							
Opérations sur titres autodétenus						(1)	(1)
Dividendes versés et à verser ⁽³⁾						(22)	(22)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise / perte de contrôle des filiales							
Variation des parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales			(3)		(3)	(7)	(10)
Autres mouvements			10		10	(1)	9
Capitaux propres au 30/06/2021	85	79	(62)	(885)	(783)	4 759	3 976

(*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3).

(1) Voir note 10.2 sur la composition des autres réserves.

(2) Voir note 10.3 Intérêts ne donnant pas le contrôle.

(3) Les dividendes de l'exercice versés et à verser aux intérêts ne donnant pas le contrôle concernant principalement le Brésil et l'Uruguay à hauteur respectivement de 13 M€ et 7 M€ (1^{er} semestre 2020 : Éxito et l'Uruguay pour respectivement 11 M€ et 2 M€).

Sommaire détaillé des notes annexes

Note 1 • Principes comptables généraux	23
1.1. Référentiel	23
1.2. Base de préparation et de présentation des comptes consolidés	24
1.3. Changements de méthodes comptables et retraitement de l'information comparative	25
Note 2 • Faits marquants	26
2.1. Rallye	26
2.2. Groupe Casino	27
Note 3 • Périmètre de consolidation	29
3.1. Opérations de périmètre	29
3.2. Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées	29
3.3. Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	30
Note 4 • Complément d'information lié au tableau de flux de trésorerie	31
4.1. Réconciliation des dotations aux provisions	31
4.2. Réconciliation de la variation du Besoin en Fonds de Roulement (BFR) avec les postes du bilan	31
4.3. Réconciliation des acquisitions d'immobilisations	32
4.4. Réconciliation des cessions d'immobilisations	32
4.5. Décaissements et encaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers	32
4.6. Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre avec changement de contrôle	33
4.7. Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre en lien avec des coentreprises et des entreprises associées	33
4.8. Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle	33
4.9. Réconciliation entre la variation de trésorerie et la variation de la dette financière nette	34
4.10. Réconciliation des intérêts financiers nets versés	34
Note 5 • Information sectorielle	35
5.1. Indicateurs clés par secteur opérationnel	35
5.2. Indicateurs clés par zone géographique	36
Note 6 • Données liées à l'activité	37
6.1. Saisonnalité de l'activité	37
6.2. Ventilation des revenus totaux	37
6.3. Nature de charges par fonction	37
6.4. Amortissements	38
6.5. Autres produits et charges opérationnels	38
Note 7 • Impôt	39
Note 8 • Goodwill, immobilisations incorporelles, corporelles, immeubles de placement et actifs au titre de droits d'utilisation ...	39
Note 9 • Structure financière et coûts financiers	40
9.1. Trésorerie nette	40
9.2. Emprunts et dettes financières	41
9.3. Résultat financier	43
9.4. Juste valeur des instruments financiers	44
9.5. Risque de crédit commercial du groupe Casino	46
9.6. Risque de liquidité du groupe Casino	46
9.7. Risque de liquidité du périmètre holding	47
Note 10 • Capitaux propres	48
10.1. Capital social	48
10.2. Composition des autres réserves	48
10.3. Intérêts ne donnant pas le contrôle significatifs	49
10.4. Dividendes	49
Note 11 • Autres provisions	50
11.1. Décomposition et variations	50
11.2. Détails des provisions pour litiges du Brésil	50
11.3. Passifs et actifs éventuels	51
Note 12 • Parties liées	53
Note 13 • Evènements postérieurs à la clôture	54

Annexe aux comptes consolidés

Période de six mois close au 30 juin 2021

(données en millions d'euros)

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Finatis SA est une société anonyme de droit français et cotée sur Euronext Paris, compartiment C. La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Finatis ».

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2021 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales, ainsi que les intérêts du Groupe dans les coentreprises et les entreprises associées.

En date du 30 juillet 2021, le Conseil d'administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés du groupe Finatis pour le semestre se terminant le 30 juin 2021.

Note 1 • Principes comptables généraux

1.1. Référentiel

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Finatis sont établis conformément aux normes internationales d'information financière IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2021.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr

Les états financiers consolidés semestriels présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« *Information financière intermédiaire* »). Ils ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2020.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2020 du groupe Finatis sont disponibles sur demande auprès des services financiers de la société situés au 83, rue du Faubourg-Saint-Honoré à Paris 8^{ème}, ou sur le site internet www.finatis.fr.

Normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2021

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2021 sont identiques à ceux appliqués pour les états financiers consolidés annuels de l'exercice 2020.

Les amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7 et IFRS 16 – *Réforme des taux de référence* (la phase 2), publiés le 27 août 2020 et qui sont d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2021 ont été adoptés par anticipation au 1^{er} janvier 2020 par le Groupe.

Ces amendements se concentrent sur les effets sur les états financiers du remplacement de l'ancien taux d'intérêt de référence par un autre taux de référence du fait de la réforme et offrent des expédients pratiques pour la comptabilisation des modifications de contrats.

Décision de l'IFRS IC relative à l'application de la norme IAS 19 – Avantages du personnel

En avril 2021, l'IFRS IC a publié une décision concernant la période sur laquelle la charge associée aux services reçus doit être comptabilisée dans le cadre d'un régime à prestations définies qui a les caractéristiques suivantes :

- versement unique à la date de départ à la retraite intégralement conditionné à la présence dans l'entreprise jusqu'à l'âge de départ à la retraite ;
- le montant versé dépend de l'ancienneté et est plafonné à un certain nombre d'années de service consécutives.

Dans sa décision, l'IFRS IC précise qu'à partir du moment où, d'une part, aucun droit n'est acquis en cas de départ avant l'âge de la retraite et, d'autre part, les droits plafonnent après un certain nombre d'années d'ancienneté (N), ce sont les N dernières années de carrière du salarié dans l'entreprise qui lui confèrent les droits au moment du départ.

L'application de cette décision aura pour conséquence de baisser les engagements pour les régimes dont les droits sont plafonnés à une certaine ancienneté ; plus l'ancienneté plafond est faible plus la baisse est importante.

Compte tenu de la publication récente de cette décision, le Groupe est en cours de recensement des conventions collectives et des régimes particuliers afin d'estimer les impacts comptables.

1.2. Base de préparation et de présentation des comptes consolidés

1.2.1 Continuité d'exploitation

Les états financiers consolidés au 30 juin 2021 ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation.

En effet, les prévisions de trésorerie établies pour les douze prochains mois pour Finatis, sa société mère Euris et ses filiales font apparaître une situation de trésorerie compatible avec leurs engagements prévisionnels découlant de la mise en œuvre du dispositif de sauvegarde. Elles tiennent en compte notamment des hypothèses suivantes :

- de charges d'exploitation courantes stables et en ligne avec l'historique sur les douze prochains mois ;
- de produits financiers qui tiennent compte de l'absence de dividende payé par Foncière Euris au cours des douze prochains mois ;
- de l'absence de dividende payé par Finatis à ses actionnaires au cours des douze prochains mois ;

Le 28 février 2020, le tribunal de commerce a homologué le plan de sauvegarde. Toutefois, en cas d'évolution défavorable des hypothèses retenues, ou de non-exécution par la Société et ses filiales concernées par la procédure de sauvegarde, les sociétés pourraient ne pas être en mesure de réaliser leurs actifs et de régler leurs dettes dans le cadre normal de leur activité.

Ce plan de sauvegarde dépend principalement de la capacité de la principale filiale, Casino, à distribuer des dividendes suffisants, dont le principe et le quantum dépendront de la situation financière de Casino, de la réalisation de son plan stratégique et notamment de son plan de cession. La distribution des dividendes sera déterminée par l'Assemblée générale de Casino dans le respect de son intérêt social propre. Par ailleurs, le plan de sauvegarde implique un refinancement de Rallye en 2030 dont la réalisation dépendra notamment des conditions de marché à cet horizon.

1.2.2 Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction, l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les jugements et estimations et les hypothèses élaborés sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes, portent en particulier sur :

- le classement et l'évaluation de l'actif net de Leader Price, de Groupe Go Sport ainsi que d'actifs du segment France selon IFRS 5 (note 3.2) ;
- les évaluations des actifs non courants et goodwill (note 8) ;
- l'évaluation des impôts différés actifs ;
- la reconnaissance, la présentation et l'évaluation de la valeur recouvrable des crédits d'impôt ou de taxes (principalement ICMS, PIS et COFINS au Brésil) (notes 5.1 et 11) ;
- les modalités d'application de la norme IFRS 16 dont notamment la détermination des taux d'actualisation et de la durée de location à retenir pour l'évaluation du passif de loyer de contrats disposant d'options de renouvellement ou de résiliation ;
- ainsi que les provisions pour risques (note 11), notamment fiscaux et sociaux au Brésil.

1.3. Changements de méthodes comptables et retraitement de l'information comparative

Les tableaux ci-dessous présentent les incidences sur le compte de résultat consolidé et l'état des flux de trésorerie consolidés précédemment publiés au 30 juin 2020, résultant de l'application rétrospective de la décision de l'IFRS IC relative à la détermination de la durée exécutoire des contrats de location et la durée d'amortissement des agencements dans le cadre de la norme IFRS 16 – Contrats de location (cf. note 1.3.2 états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2020).

Impacts sur les principaux agrégats du compte de résultat consolidé au 30 juin 2020

(en millions d'euros)	S1 2020 publié	Incidences décision IFRS IC	S1 2020 retraité
Chiffre d'affaires, hors taxes	16 146		16 146
Autres revenus	245		245
Revenus totaux	16 391		16 391
Coût d'achat complet des marchandises vendues	(12 406)	1	(12 405)
Coût des ventes	(2 939)	11	(2 928)
Frais généraux et administratifs	(669)		(669)
Résultat opérationnel courant	377	12 ⁽¹⁾	389
Résultat opérationnel	128	15	143
Coût de l'endettement financier net	135		135
Autres produits et charges financiers	(264)	(26) ⁽²⁾	(290)
Résultat avant impôt	(1)	(11)	(12)
Produit (charge) d'impôt	13	3	16
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises	13		13
Résultat net des activités poursuivies	25	(8)	17
Résultat net des activités abandonnées	(150)		(150)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(125)	(8)	(133)
<i>Dont part du Groupe</i>	26	(2)	24
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	(151)	(6)	(157)

(1) Dont 6 M€ et 7 M€ au titre respectivement des secteurs France Retail et Latam Retail.

(2) Dont -15 M€ et -11 M€ au titre respectivement des secteurs France Retail et Latam Retail.

Impacts sur les principaux agrégats de l'état des flux de trésorerie consolidés au 30 juin 2020

(en millions d'euros)	S1 2020 publié	Incidences décision IFRS IC	S1 2020 retraité
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	47	(1)	46
<i>Dont résultat avant impôt de l'ensemble consolidé</i>	(98)	(11)	(109)
<i>Dont autres éléments de la CAF</i>	849	10	859
<i>Dont variation du BFR et impôts versés</i>	(808)		(808)
<i>Dont impôts versés et variation du BFR liés aux activités abandonnées</i>	104		104
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(367)		(367)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(667)	2	(665)
<i>Dont remboursement des passifs de loyers</i>	(340)	29	(311)
<i>Dont intérêts financiers nets versés</i>	(443)	(26)	(469)
<i>Dont flux de trésorerie liés aux activités abandonnées</i>	(12)		(12)
Incidence des variations monétaires sur la trésorerie	(399)		(399)
Variation de la trésorerie nette	(1 385)		(1 385)
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie nets d'ouverture</i>	3 658		3 658
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie nets de clôture</i>	2 273		2 273

Note 2 • Faits marquants

Les faits marquants du semestre sont les suivants :

2.1. Rallye

— *Offre globale sur la dette non sécurisée de Rallye dans le cadre d'une procédure d'enchères inversées*

Le 22 janvier 2021, Rallye a lancé une offre globale de rachat sur sa dette non sécurisée (notamment les obligations et les billets de trésorerie) dans le cadre d'une procédure d'enchères inversées.

Offre de Rachat

L'Offre de Rachat a pour objectif (i) d'offrir aux porteurs de créances non sécurisées l'opportunité de se faire racheter tout ou partie de leurs créances à un prix déterminé dans le cadre d'une procédure d'enchères inversées et (ii) d'améliorer le profil d'endettement de Rallye, dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan de Sauvegarde arrêté par le Tribunal de commerce de Paris le 28 février 2020. L'Offre de Rachat, d'un montant maximum de 75 M€, fut ouverte à compter du 22 janvier jusqu'au 5 février 2021.

Financement de l'Offre de Rachat

L'Offre de Rachat proposée était financée par un nouveau financement remboursable in fine, composé d'une émission obligataire et d'un prêt bancaire, d'un montant global total de 82,4 M€ (incluant le financement de la commission d'arrangement due aux prêteurs), pour lequel Rallye avait d'ores et déjà obtenu des engagements fermes de Monsieur Marc Ladreit de Lacharrière et de la part de banques.

Ce nouveau financement, dont les conditions étaient précisées dans le communiqué du 22 janvier 2021, dispose d'une maturité de 4 ans à compter de la signature des contrats y afférents, étant précisé que les tirages pourront, sous réserve du respect des conditions préalables, avoir lieu jusqu'au 30 juin 2022 au plus tard.

Fixation du prix d'achat et résultats de l'offre globale de rachat lancée par Rallye sur sa dette non sécurisée

Le 5 février 2021, après l'annonce d'une extension de la date de clôture de l'offre au 10 février 2021, Rallye a fixé le prix d'achat dans le cadre de l'Offre de Rachat à 20 % du montant de la créance (soit le prix d'achat maximum initialement fixé par Rallye).

Le 11 février 2021, Rallye a annoncé les résultats de son Offre de Rachat.

Ainsi, après la levée des conditions suspensives :

- Rallye a acheté un montant total de dette non sécurisée de 195,4 M€ moyennant un prix de rachat total de 39,1 M€, soit une réduction du montant total de sa dette nette de 156,3 M€ ; et
- le montant total de dette non sécurisée acquis dans le cadre de l'Offre de Rachat se décompose entre différents instruments tel qu'indiqué dans le communiqué de presse du 4 mai 2021.

Modification du plan de sauvegarde de Rallye

La réalisation de l'Offre de Rachat était notamment soumise à (i) l'approbation par le Tribunal de commerce de Paris de la modification du plan de sauvegarde de Rallye afin d'autoriser la réalisation effective de l'Offre de Rachat et la mise en place du financement de l'Offre de Rachat (cf. communiqué de presse de Rallye en date du 22 janvier 2021) et (ii) la mise à disposition des fonds dans le cadre de ce nouveau financement.

Après avoir déposé le 12 février 2021, auprès du Tribunal de commerce de Paris une requête aux fins de modifier son plan de sauvegarde, Rallye a annoncé le 4 mai 2021 que le Tribunal de commerce de Paris avait approuvé la modification de celui-ci, autorisant ainsi la réalisation effective de l'offre globale de rachat de sa dette non sécurisée lancée le 22 janvier 2021 et la mise en place du financement de celle-ci. En conséquence, le règlement-livraison de l'Offre de Rachat est intervenu le 18 mai 2021.

— *Annnonce de l'entrée en négociation exclusive avec Financière Immobilière Bordelaise en vue de la cession de Groupe Go Sport*

Le 10 mars 2021, Rallye a annoncé l'entrée en négociation exclusive avec Financière Immobilière Bordelaise en vue de la cession de l'intégralité du capital de Groupe GO Sport pour un prix de 1 € sans aucune garantie de passif à la charge de Rallye.

La réalisation de ce projet, qui a reçu un avis favorable des instances représentatives de Groupe GO Sport ainsi que l'approbation de l'opération par les autorités de concurrence compétentes, reste soumise à la mainlevée par le Tribunal de commerce de Paris de l'inaliénabilité portant sur les titres Groupe GO Sport et à l'accord des banques de Groupe GO Sport sur le maintien et la modification de leurs encours actuels.

Dans le cadre du processus de cession en cours, Groupe GO Sport est classé en IFRS 5 et ne figure plus dans le chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

2.2. Groupe Casino

— *Impact de la pandémie mondiale de la Covid-19*

L'impact se prolonge au niveau mondial de la crise du Covid-19 et les incertitudes subsistent quant à l'évolution de la pandémie. Au cours du dernier semestre, les incidences pour le groupe Casino s'inscrivent dans la continuité du 2^{ème} semestre 2020 autant d'un point de vue opérationnel que financier. La note 2 des états financiers consolidés 2020 du Groupe présente ces différents impacts.

— *Plan de cession d'actifs non stratégiques*

Le groupe Casino a lancé mi-2018 un plan de cession d'actifs non stratégiques totalisant 2,8 Md€ d'actifs cédés au 31 décembre 2020. En 2021, le Groupe a poursuivi ce plan avec essentiellement l'accord en vue de la cession de FLOA le 27 juillet 2021 (note 13) et la reconnaissance de compléments de prix en lien avec des opérations de cessions-bail réalisées en 2019 (note 6.5). En conséquence, le montant des cessions d'actifs non stratégiques atteint 3,1 Md€ sur un plan de cession annoncé de 4,5 Md€.

— *Cotation d'Assaí au Brésil*

Le 19 février 2021, GPA a annoncé avoir obtenu (i) le 10 février 2021, l'autorisation de la cotation des actions émises par la société Sendas Distribuidora S.A. (Assaí) sur le Novo Mercado de la B3 S.A. – Brasil, Bolsa, Balcão et (ii) le 12 février 2021, l'autorisation de la cotation des American Depositary Securities (ADSs) d'Assaí sur le New York Stock Exchange. Ces opérations se font dans le prolongement des opérations annoncées en fin d'année 2020 de réorganisation et de scission des actifs de GPA. Les actions Assaí, ont été distribuées aux actionnaires de GPA selon la parité d'une action Assaí pour une action GPA. La cotation des actions Assaí ainsi que de ses ADSs a débuté le 1^{er} mars 2021.

À l'issue de ce processus de cotation, le groupe Casino qui détient une participation de 41,2 % au capital de GPA et une participation identique dans Assaí exerce toujours un contrôle de fait de ces deux sociétés. Des frais ont été comptabilisés en « Autres charges opérationnelles » à hauteur de 19 M€ (voir note 6.5).

— *Opérations de renforcement de la structure financière*

Sur le 1^{er} semestre 2021, le groupe Casino a poursuivi le renforcement de sa structure financière par le biais de deux opérations :

- émission d'un nouveau prêt à terme (Term Loan B) de maturité août 2025, pour un montant de 1 Md€ et un prix d'émission de 99,75 % du nominal, portant un taux d'intérêt Euribor + 4,0 %, et avec les mêmes sûretés que le prêt à terme existant ;
- émission d'une nouvelle obligation non sécurisée de 525 M€, de maturité avril 2027 et portant un coupon de 5,25 %.

Les fonds levés ont permis de rembourser par anticipation le prêt à terme (Term Loan B) existant de 1,225 Md€, de maturité janvier 2024, et de taux d'intérêt Euribor + 5,5 %. Ce remboursement anticipé a été effectué à un prix de 101 % du nominal soit une prime de remboursement de 12 M€.

Cette opération a été traitée comme une extinction de dette financière ayant comme conséquence comptable (i) la décomptabilisation du Term Loan B initial et (ii) la comptabilisation du nouveau Term loan B. La différence entre le prix de remboursement du Term Loan B initial de 1 237 M€ et sa valeur comptable à la date de l'opération a été reconnue immédiatement en « coût de l'endettement financier net » pour un montant de -43 M€. Les frais attachés à cette opération se sont élevés à 10 M€.

Par ailleurs, le 19 juillet 2021 le groupe Casino a annoncé avoir étendu la maturité de son crédit syndiqué (« RCF ») et amélioré ses conditions financières (note 9.6). Concrètement, l'avenant à la documentation de crédit qui entre en vigueur le 22 juillet 2021 prévoit :

- l'extension de la maturité du crédit d'octobre 2023 à juillet 2026 (mai 2025 si le prêt à *terme Term Loan B* à échéance août 2025 n'est pas remboursé ou refinancé à cette date) pour un montant de 1,8 Md€ ;
- la revue des covenants financiers, en ligne avec l'amélioration de la structure financière du Groupe et le plan de développement de GreenYellow (voir ci-dessous). Ainsi, à partir du 30 juin 2021 le groupe Casino s'engage sur le périmètre France Retail et e-commerce, hors GreenYellow, à respecter chaque trimestre, en lieu et place des précédents covenants :
 - un ratio de dette brute sécurisée / EBITDA après loyers \leq 3,5
 - un ratio EBITDA après loyers / frais financiers \geq 2,5

Les sûretés et garanties initialement octroyées aux prêteurs restent inchangées. La documentation conserve les restrictions de dividendes incluses dans les financements levés depuis novembre 2019 (se reporter à la note 11.5.4 des états financiers consolidés 2020 du Groupe). Les frais non amortis attachés au « RCF » ayant fait l'objet d'un avenant seront amortis de manière actuarielle sur la durée résiduelle du « RCF » ainsi modifié.

Enfin, le crédit syndiqué Monoprix qui venait à échéance en juillet 2021 a fait l'objet d'un renouvellement postérieurement à la clôture. Le nouveau crédit syndiqué d'un montant de 130 M€ et de maturité janvier 2026 contient une clause d'ajustement annuel de la marge en fonction de l'atteinte d'objectifs RSE.

Suite à ces deux derniers événements, le montant des lignes de crédit du secteur France Retail disponibles à tout moment s'établit à 2,2 Md€, avec une maturité moyenne de 4,6 ans contre 2,2 ans avant ces opérations.

— *Fin de la coopération aux achats avec Auchan Retail, DIA, METRO et le groupe Schiever*

Les Groupes ont décidé d'un commun accord de ne pas renouveler leurs accords de coopération pour les négociations 2022. L'ensemble des obligations prises avec les fournisseurs et les partenaires dans le cadre des négociations déjà réalisées dans les structures communes « Horizon Achats et Appels d'offres » et « Horizon International Services » seront honorées jusqu'à fin 2021. La fin de cette coopération n'a entraîné aucune conséquence comptable significative.

— *Partenariat avec Intermarché dans le domaine des achats de produits de grandes marques et du digital*

Le 15 avril, Intermarché et le groupe Casino ont annoncé la conclusion pour une durée de 5 ans d'un partenariat comportant 3 volets distincts :

- sur le domaine des achats avec la création (i) d'une centrale commune dans le domaine alimentaire dont le pilotage est assuré par Intermarché, (ii) d'une centrale commune dans le domaine non alimentaire dont le pilotage est assuré par le groupe Casino et (iii) d'une structure commune à l'international chargée de vendre des services internationaux aux grands industriels présents sur leurs territoires (Europe et Amérique latine) ;
- sur le développement de services digitaux dans les secteurs du marketing et de la publicité avec la création d'une société commune chargée de commercialiser en France une offre Retail Media aux marques alimentaires et à leurs agences ;
- et enfin dans le secteur de l'industrie agro-alimentaire à travers un accord de collaboration.

Ces accords seront effectifs pour les négociations 2022, après soumission aux autorités de régulation compétentes.

— *Potentielles opérations de marché sur les filiales Cdiscount et GreenYellow*

Le 12 avril 2021, le groupe Casino a annoncé engager activement des travaux préparatoires en vue de potentielles levées de fonds propres additionnels de GreenYellow et Cdiscount qui pourraient prendre la forme (i) d'opérations de marché et (ii) de placements secondaires de titres détenus par le Groupe, tout en maintenant le contrôle de ces filiales stratégiques.

Par la suite, le 14 mai 2021, GreenYellow a annoncé avoir pris la décision avec ses actionnaires d'explorer la possibilité d'une introduction en bourse sur Euronext Paris, sous réserve des conditions de marché et de l'obtention des autorisations réglementaires. L'opération serait composée notamment d'une augmentation de capital. Le Groupe Casino, resterait actionnaire majoritaire de GreenYellow.

Enfin, le 1^{er} juin 2021, Cnova a annoncé envisager un placement privé d'actions nouvelles pour un montant d'environ 300 M€ qui pourrait être lancé d'ici la fin de l'année. De plus, certains actionnaires existants pourraient vendre une partie de leurs actions pour augmenter davantage le flottant.

Note 3 • Périmètre de consolidation

3.1. Opérations de périmètre

Il n'y a pas eu d'opération de périmètre significative sur la période.

La société Supermercados Disco del Uruguay S.A. est contrôlée par l'intermédiaire d'un accord d'actionnaires signé en avril 2015 et qui confère à Éxito 75 % des droits de votes nécessaires. Depuis le 1^{er} juillet 2021, cet accord est arrivé à expiration. À la date d'arrêtés des comptes, aucun changement n'est intervenu dans le contrôle et la gestion de cette société. Les activités se poursuivent normalement et le Groupe est en cours d'estimation des prochaines étapes en collaboration avec les actionnaires, ainsi que des potentiels effets attachés.

3.2. Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées

3.2.1. Actifs détenus en vue de la vente et passifs associés

(en millions d'euros)	Note	30/06/2021		31/12/2020	
		Actif	Passif	Actif	Passif
Autres France Retail ⁽¹⁾		998	201	913	210
Autres ⁽²⁾		408	342	308	291
Total		1 406	543	1 221	501
Actif net		863		720	
Dont Part du Groupe de la filiale vendeuse	9.2.1	862		720	

(1) Au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020, cette ligne est composée principalement de magasins, d'actifs immobiliers et de la participation dans FLOA en relation avec les plans de cession d'actifs et de rationalisation du parc magasins.

(2) Au 30 juin 2021 et 31 décembre 2020, cette ligne est constituée principalement des activités de Groupe Go Sport.

3.2.2. Activités abandonnées

Sur le 1^{er} semestre 2021, le résultat des activités abandonnées est composé principalement (i) des engagements conclus avec Aldi France en lien avec la phase de conversion progressive des magasins Leader Price cédés et (ii) des activités amont et logistique ainsi que du siège administratif de Leader Price qui ont opéré majoritairement dans le cadre de l'approvisionnement de ces magasins. Sur le 1^{er} semestre 2020, le résultat des activités abandonnées était composé principalement de la contribution aux résultats de Leader Price avant sa cession du 30 novembre 2020.

Le détail du résultat des activités abandonnées est présenté ci-dessous :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre	
	2021	2020
Chiffre d'affaires, hors taxes	408	1 002
Charges nettes ⁽¹⁾	(617)	(1 099)
Résultat net avant impôt des activités abandonnées	(209)	(97)
Produit / (charge) d'impôt	41	(14)
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	(1)	(39)
Résultat net des activités abandonnées	(169)	(150)
Dont part du Groupe	(49)	(42)
Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle	(120)	(108)

(3) Dont un montant brut de 158 MR\$ (soit 29 M€) reconnu sur le 1^{er} semestre 2020 correspondant au droit de GPA de recevoir une partie du bénéfice de l'exclusion de l'ICMS de la base du PIS et COFINS de son ancienne filiale Globex à la suite d'une décision de justice prononcée pour Via Varejo, sur la période allant de 2007 et 2010. Dans l'attente d'une documentation juridique probante à recevoir de Via Varejo pour les crédits de la période allant de 2003 à 2007, le droit de GPA de recevoir le crédit fiscal est considéré comme étant un actif éventuel, évalué à environ 277 MR\$ (soit 47 M€) (note 11.3).

3.3. Participations dans les entreprises associées et les coentreprises

3.3.1. Quote-part des passifs éventuels dans les entreprises associées et les coentreprises

Au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020, il n'existe pas de passifs éventuels significatifs dans les entreprises associées et les coentreprises

3.3.2. Transactions avec les parties liées (entreprises associées et coentreprises)

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent essentiellement les opérations courantes avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) ou un contrôle conjoint (coentreprises) et comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces transactions se font sur une base de prix de marché.

(en millions d'euros)	2021		2020	
	Entreprises associées	Coentreprises	Entreprises associées	Coentreprises
Soldes à la clôture du 30 juin 2021 et du 31 décembre 2020				
Prêts	58	16	22	7
dont dépréciation	(2)		(2)	
Créances	24	28	37	24
dont dépréciation		(1)		(1)
Dettes	123 ⁽¹⁾	227 ⁽³⁾	178 ⁽¹⁾	143
Transactions sur le 1^{er} semestre				
Charges	4 ⁽²⁾	411 ⁽³⁾	4 ⁽²⁾	373 ⁽³⁾
Produits	80 ⁽⁴⁾	23	110 ⁽⁴⁾	29

(1) Dont un passif de loyer envers Mercialys portant sur des actifs immobiliers de 117 M€ au 30 juin 2021 dont 30 M€ à moins d'un an (31 décembre 2020 : 150 M€ dont 32 M€ à moins d'un an).

(2) Compte tenu de l'application de la norme IFRS 16, les montants ci-dessus n'incluent pas les montants de loyers liés aux 52 baux signés avec Mercialys, ces loyers s'élevant à 20 M€ au titre du 1^{er} semestre 2021 (1^{er} semestre 2020 : 63 baux pour 25 M€).

(3) Dont 395 M€ d'achats de carburant auprès de Distridyn sur le 1^{er} semestre 2021 (1^{er} semestre 2020 : 355 M€). Au 30 juin 2021, le groupe Casino a un compte courant avec Distridyn pour un montant de 30 M€.

(4) Les produits de 80 M€ au titre du 1^{er} semestre 2021 et 110 M€ au titre du 1^{er} semestre 2020 incluent à hauteur de 48 M€ et 54 M€ respectivement les ventes de marchandises de Franprix et Distribution Casino France envers des masterfranchisés mis en équivalence). Ils incluent également les produits liés aux opérations immobilières avec Mercialys présentés en « Autres revenus » pour 3 M€ dont l'incidence EBITDA s'élève à 2 M€ sur le 1^{er} semestre 2021 (1^{er} semestre 2020 : « Autres revenus » de 18 M€ pour une incidence EBITDA de 11 M€).

Note 4 • Complément d'information lié au tableau de flux de trésorerie

4.1. Réconciliation des dotations aux provisions

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre	
		2021	2020 retraité
Perte de valeur nette sur goodwill	8		(15)
Perte de valeur nette sur immobilisations incorporelles		(1)	(7)
Perte de valeur nette sur immobilisations corporelles		(15)	(18)
Perte de valeur nette sur immeubles de placement			
Perte de valeur nette sur actifs au titre de droits d'utilisation		(13)	(6)
Perte de valeur nette sur autres actifs		58	(49)
(Dotation) / reprise de provision pour risques et charges	11.1	51	6
Total des dotations aux provisions		80	(89)
Part des dotations aux provisions présentée en activités abandonnées		1	
Dotations aux provisions retraitées dans le tableau des flux de trésorerie		81	(89)

4.2. Réconciliation de la variation du Besoin en Fonds de Roulement (BFR) avec les postes du bilan

(en millions d'euros)	1 ^{er} janvier 2021	Flux de trésorerie d'exploitation	Autres flux de trésorerie	Flux de trésorerie d'exploitation des activités abandonnées	Autres flux de trésorerie des activités abandonnées	Variations de périmètre	Variations de change	Reclass. et autres	30/06/2021
Stocks de marchandises	(3 062)	(85)		6		(3)	(65)	3	(3 206)
Stocks de promotion immobilière	(154)	10				(1)	1	(7)	(151)
Fournisseurs	6 195	(655)		(145)		(4)	47	(42)	5 396
Créances clients et comptes rattachés	(944)	40		18		6	(2)	18	(864)
(Autres créances) / dettes	376	(216)	93	24	(58)	103	(63)	2	261
Total	2 411	(906)		(97)		101	(82)	(26)	1 401

(en millions d'euros)	1 ^{er} janvier 2020	Flux de trésorerie d'exploitation	Autres flux de trésorerie	Variations de périmètre	Variations de change	Reclass. et autres	30/06/2020
Stocks de marchandises	(3 486)	(64)		(6)	419	15	(3 122)
Stocks de promotion immobilière	(297)	(4)		15	27	1	(258)
Fournisseurs	6 604	(866)		(2)	(606)	(21)	5 109
Créances clients et comptes rattachés	(839)	(31)		(2)	33	29	(810)
(Autres créances) / dettes	249	201	(258) ⁽¹⁾	(46)	125	23	294
Total	2 231	(764)	(258)	(41)	(2)	47	1 213

(1) Dont 248 M€ décaissés lors du dénouement du TRS portant sur les actions GPA (note 4.5).

4.3. Réconciliation des acquisitions d'immobilisations

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre	
	2021	2020
Augmentations et acquisitions d'immobilisations incorporelles	(118)	(102)
Augmentations et acquisitions d'immobilisations corporelles	(371)	(357)
Augmentations et acquisitions d'immeubles de placement	(13)	(2)
Augmentations et acquisitions de droits au bail présentés en droits d'utilisation	(2)	(1)
Variations des dettes sur immobilisations	4	14
Neutralisation de la capitalisation des coûts d'emprunts (IAS 23) ⁽¹⁾	2	1
Incidences des activités abandonnées		
Flux de décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	(498)	(447)

(1) Flux sans effet sur la trésorerie.

4.4. Réconciliation des cessions d'immobilisations

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre	
	2021	2020
Sorties d'immobilisations incorporelles	1	1
Sorties d'immobilisations corporelles	17	18
Sorties d'immeubles de placement		
Sorties de droits au bail présentés en droits d'utilisation	1	2
Résultats de cessions d'actifs ⁽¹⁾	98	66
Variation des créances sur immobilisations	(99)	2
Sorties des actifs classés en IFRS 5	1	80
Incidences des activités abandonnées		
Flux d'encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	19	169

(1) Avant retraitement IFRS 16 lié aux cessions-bail.

4.5. Décaissements et encaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers

Sur le 1^{er} semestre 2021, les encaissements et décaissements d'actifs financiers s'élèvent respectivement à 158 M€ et 3 M€. Ils s'expliquent principalement par l'utilisation du compte séquestre à hauteur de 148 M€ dans le cadre de remboursements et rachats obligataires des souches 2021 et 2022.

Sur le 1^{er} semestre 2020 :

- les décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers s'élevaient à 472 M€ et se composaient principalement du montant décaissé de 248 M€ lors du dénouement du TRS portant sur les actions GPA et de l'allocation au compte séquestre des 186 M€ encaissés au titre de la cession de Vindémia.
- les encaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers s'élevaient à 254 M€ et s'expliquaient principalement par l'utilisation du compte séquestre à hauteur de 193 M€ dans le cadre du remboursement du reliquat de l'obligation à échéance 2020.

4.6. Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre avec changement de contrôle

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre	
	2021	2020
Montant payé pour les prises de contrôle	(6)	(3)
Disponibilités / (découverts bancaires) liés aux prises de contrôle		(1)
Montant reçu pour les pertes de contrôle	(3)	212
(Disponibilités) / découverts bancaires liés aux pertes de contrôle		(43)
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	(9)	165

Sur le 1^{er} semestre 2020, l'incidence nette de ces opérations sur la trésorerie du Groupe résultait principalement de la perte de contrôle de Vindémia.

4.7. Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre en lien avec des coentreprises et des entreprises associées

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre	
	2021	2020
Montant payé pour l'acquisition de titres d'entreprises associées et coentreprises	(7)	5
Montant reçu pour la cession de titres d'entreprises associées et coentreprises	1	(2)
Incidence des variations de périmètre en lien avec des coentreprises et des entreprises associées	(6)	3

4.8. Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre	
	2021	2020
GPA – frais liés à l'acquisition de 41,27 % des titres Exito en 2019		(22)
GPA – exercice de stock options	4	
Autres	(1)	1
Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle	3	(21)

4.9. Réconciliation entre la variation de trésorerie et la variation de la dette financière nette

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre	
		2021	2020 retraité
Variation de la trésorerie nette		(750)	(1 385)
Augmentation d'emprunts et dettes financières ⁽¹⁾		(2 679)	(1 071)
Diminution d'emprunts et dettes financières ⁽¹⁾		2 193	879
Allocation / (utilisation) compte séquestre	4.5	(148)	(7)
Décassements / (encaissements) d'actifs financiers		(1)	(1)
Variations de dettes sans effet de trésorerie ⁽¹⁾		62	441
<i>Variation part du Groupe d'actifs nets détenus en vue de la vente</i>		138	47
<i>Variation d'autres actifs financiers</i>		94	(39)
<i>Dettes financières liées aux variations de périmètre</i>		(16)	20
<i>Variation de couverture de juste valeur</i>		9	5
<i>Intérêts courus</i>		(92)	(1)
<i>Impact du plan de sauvegarde</i>		(39)	398
<i>Autres</i>		(32)	11
Incidence des variations monétaires ⁽¹⁾		(201)	813
Variation des emprunts et dettes financières des activités abandonnées		(8)	(149)
Variation de la dette financière nette		(1 532)	(480)
Dette financière nette à l'ouverture	9.2.1	7 189	7 314
Dette financière nette à la clôture	9.2.1	8 721	7 795

(1) Ces incidences sont relatives uniquement aux activités poursuivies.

4.10. Réconciliation des intérêts financiers nets versés

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre	
		2021	2020 retraité
Coût de l'endettement financier net présenté au compte de résultat	9.3.1	(290)	135
Neutralisation de gains/pertes de changes latents		9	1
Neutralisation des amortissements de frais et primes d'émission/remboursement		49	23
Impact du plan de sauvegarde		39	(398)
Capitalisation des coûts d'emprunts		(2)	(1)
Variation des intérêts courus et des dérivés de couverture de juste valeur des dettes financières		60	(33)
Intérêts financiers sur passifs de loyers		(152)	(164)
Coûts de mobilisation de créances sans recours et opérations assimilées	9.3.2	(23)	(32)
Intérêts financiers nets versés tels que présentés dans le tableau des flux de trésorerie		(310)	(469)

Note 5 • Information sectorielle

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information sectorielle présentée ci-après est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction Générale (principal décideur opérationnel) pour évaluer les performances et allouer les ressources. Elle inclut notamment l'affectation des frais de holding du groupe Casino à l'ensemble des Business Units du groupe.

5.1. Indicateurs clés par secteur opérationnel

(en millions d'euros)	Notes	Grande Distribution			Holdings et autres activités	1 ^{er} semestre 2021
		France Retail	Latam Retail	E-commerce		
Chiffre d'affaires externe	5.2	6 863	6 670	947	6	14 486
EBITDA ⁽¹⁾		573 ⁽²⁾	477 ⁽³⁾	48	(3)	1 095
Dotations aux amortissements opérationnels courants	6.3 / 6.4	(407)	(205)	(42)	(5)	(659)
Résultat opérationnel courant		166 ⁽²⁾	271 ⁽³⁾	7	(8)	436

(1) L'EBITDA est défini dans le principe comptable en page précédente.

(2) Dont 3 M€ au titre des opérations de développement immobilier réalisées en France correspondant essentiellement en 2021 à la déneutralisation des marges sur opérations de promotion immobilière entre Casino et Mercialys faisant suite à la dilution de Casino dans Mercialys (note 3.3.2).

(3) En mai 2021, le tribunal suprême fédéral brésilien (STF) a confirmé favorablement aux contribuables à travers un nouveau jugement, les décisions qui avaient été proclamées en 2017 relatives à l'exclusion de l'ICMS de l'assiette imposable au PIS COFINS. Sur la base de cette décision, Sendas a reconnu sur le 1^{er} semestre 2021 un crédit pour un montant de 62 MR\$ (soit 10 M€) dont 40 MR\$ (soit 6 M€) en chiffre d'affaires et 22 MR\$ (soit 3 M€) en autres produits financiers (note 9.3.2), correspondant au montant dont l'estimation a pu être effectuée de manière fiable. Par ailleurs, CBD a réévalué sur le 1^{er} semestre 2021 le montant des crédits fiscaux reconnus en 2020 et a, à ce titre, reconnu un complément de 195 MR\$ (soit 30 M€) dont 106 MR\$ (soit 16 M€) en chiffres d'affaires et 89 MR\$ (soit 14 M€) en autres produits financiers (note 9.3.2).

(en millions d'euros)	Notes	Grande Distribution			Holdings et autres activités	1 ^{er} semestre 2020 retraité
		France Retail	Latam Retail	E-commerce		
Chiffre d'affaires externe	5.2	7 791	7 401	948	6	16 146
EBITDA ⁽¹⁾		561 ⁽²⁾	459	43	(10)	1 053
Dotations aux amortissements opérationnels courants	6.3 / 6.4	(408)	(219)	(37)		(664)
Résultat opérationnel courant		154 ⁽²⁾	239	6	(10)	389

(1) L'EBITDA est défini dans le principe comptable en page précédente.

(2) Dont 4 M€ au titre des opérations de développement immobilier réalisées en France correspondant essentiellement en 2020 à la déneutralisation des marges sur opérations de promotion immobilière entre Casino et Mercialys faisant suite à la dilution de Casino dans Mercialys (note 3.3.2).

5.2. Indicateurs clés par zone géographique

(en millions d'euros)	Grande Distribution			Holdings et autres activités		Total
	France	Amérique latine	Autres secteurs internationaux	France	Autres secteurs internationaux	
2021						
Chiffre d'affaires externe au 1 ^{er} semestre	7 799	6 670	12	2	4	14 486
Actifs non courants au 30 juin 2021 ⁽¹⁾	11 403	8 404	78	28	195	20 108
2020						
Chiffre d'affaires externe au 1 ^{er} semestre retraité	8 738	7 393	10	1	5	16 146
Actifs non courants au 31 décembre 2020 ⁽¹⁾	11 590	7 898	51	4	196	19 739

(1) Les actifs non courants comprennent les goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles, les immeubles de placement, les actifs au titre de droits d'utilisation, les participations dans les entreprises associées et les coentreprises ainsi que les actifs sur contrats et les charges constatées d'avance à plus d'un an.

Note 6 • Données liées à l'activité

6.1. Saisonnalité de l'activité

Toutes activités confondues, la saisonnalité sur le compte de résultat est faible pour le chiffre d'affaires, le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2020 avait représenté 51 % du total de l'année (49 % à taux de change moyen de l'année 2020), mais est plus marquée pour le résultat opérationnel courant (28 % à taux de change moyen du 1^{er} semestre 2020 et 27 % à taux de change moyen de l'année 2020). La saisonnalité constatée sur 2020 a été impactée du fait de la crise sanitaire. En 2021, elle devrait revenir à une tendance habituelle avec un chiffre d'affaires effectué sur le 1^{er} semestre qui devrait représenter environ 49 % du chiffre d'affaires annuel et un résultat opérationnel courant qui devrait représenter environ 35 % à 40 %.

Les flux de trésorerie générés par le Groupe sont également plus marqués par cette saisonnalité : la variation du besoin en fonds de roulement constatée au 1^{er} semestre est structurellement négative du fait de l'importance des règlements fournisseurs réalisés en début d'année civile au titre des achats effectués pour servir la forte demande du mois de décembre de l'année précédente.

6.2. Ventilation des revenus totaux

Les tableaux suivants présentent la ventilation des produits des activités ordinaires :

(en millions d'euros)	Grande distribution			Holdings et autres activités	1 ^{er} semestre 2021
	France Retail	Latam Retail	E-commerce		
Chiffre d'affaires, hors taxes	6 863	6 670	947	6	14 486
Autres revenus	135	88		1	224
Revenus totaux	6 998	6 758	947	7	14 710

(en millions d'euros)	Grande distribution			Holdings et autres activités	1 ^{er} semestre 2020
	France Retail	Latam Retail	E-commerce		
Chiffre d'affaires, hors taxes	7 791	7 401	948	6	16 146
Autres revenus	172	73			245
Revenus totaux	7 963	7 474	948	6	16 391

6.3. Nature de charges par fonction

(en millions d'euros)	Notes	Coûts logistiques ⁽¹⁾	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	Total 1 ^{er} semestre 2021
Frais de personnel		(245)	(1 077)	(352)	(1 674)
Autres charges		(360)	(982)	(203)	(1 545)
Dotations aux amortissements	5.1 / 6.4	(70)	(474)	(115)	(659)
Total		(675)	(2 533)	(670)	(3 878)

(1) Les coûts logistiques sont inclus dans le « Coût d'achat complet des marchandises vendues ».

(en millions d'euros)	Notes	Coûts logistiques ⁽¹⁾	Coûts des ventes	Frais généraux et administratifs	Total 1 ^{er} semestre 2020 retraité
Frais de personnel		(261)	(1 339)	(378)	(1 978)
Autres charges		(392)	(1 095)	(191)	(1 678)
Dotations aux amortissements	5.1 / 6.4	(70)	(494)	(100)	(664)
Total		(723)	(2 928)	(669)	(4 320)

(1) Les coûts logistiques sont inclus dans le « Coût d'achat complet des marchandises vendues ».

6.4. Amortissements

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020 retraité
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles		(106)	(92)
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles		(214)	(228)
Dotations aux amortissements sur immeubles de placement		(12)	(6)
Dotations aux amortissements sur actifs au titre des droits d'utilisation		(327)	(338)
Total des dotations aux amortissements		(659)	(664)
Part des dotations aux amortissements présentée en activités abandonnées			
Dotations aux amortissements des activités poursuivies	5.1 / 6.3	(659)	(664)

6.5. Autres produits et charges opérationnels

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020 retraité
Total des Autres Produits opérationnels	249	233
Total des Autres Charges opérationnelles	(239)	(479)
Total autres produits et charges opérationnels nets	10	(246)
Détail par nature		
Résultat de cession d'actifs non courants ^{(1) (6)}	102	45
Pertes nettes de valeur des actifs ^{(2) (6)}	38	(70)
Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre ^{(3) (6)}	(33)	(74)
Résultat de cession d'actifs non courants, pertes nettes de valeur des actifs et produits / charges nets liés à des opérations de périmètre	107	(99)
Provisions et charges pour restructurations ^{(3) (4) (6)}	(65)	(110)
Provisions et charges pour litiges et risques ⁽⁵⁾	(12)	(30)
Divers	(20)	(7)
Autres produits et charges opérationnels	(97)	(147)
Total autres produits et charges opérationnels nets	10	(246)

(1) Le résultat net de cession d'actifs non courants sur le 1^{er} semestre 2021 concerne principalement le secteur France Retail avec la reconnaissance de compléments de prix considérés comme hautement probable en lien avec les opérations de cessions-bail réalisées en 2019 avec des fonds gérés par Fortress et Apollo Global Management (note 9.2.2). Sur le 1^{er} semestre 2020, le résultat net de cession d'actifs non courants concernait principalement GPA en lien avec des opérations de cessions-bail et de cessions d'actifs.

(2) La reprise nette de perte de valeur enregistrée sur le 1^{er} semestre 2021 porte principalement sur le secteur France Retail en liaison avec le plan de cession d'actifs. La perte de valeur enregistrée sur le 1^{er} semestre 2020 portait principalement sur le secteur France Retail en liaison avec le plan de cession d'actifs.

(3) La charge nette liée aux opérations de périmètre de 33 M€ sur le 1^{er} semestre 2021 résulte principalement de frais engagés en lien avec la scission d'Assai (note 2). Sur le 1^{er} semestre 2020, la charge liée au plan de rationalisation de parc du secteur France Retail comprenant des coûts sociaux, des coûts de fermetures, des coûts de déstockage et de dépréciation s'élevait à 43 M€ (2 M€ liés à des opérations de périmètre, 39 M€ présentés en « restructuration » et 1 M€ présenté en « litiges et risques »).

(4) La charge de restructuration au titre du 1^{er} semestre 2021 concerne principalement les secteurs France Retail et Latam Retail pour respectivement 46 M€ et 18 M€. Au 1^{er} semestre 2020, hors effet du plan de rationalisation du parc mentionné dans le renvoi précédent, elle concernait principalement les secteurs France Retail et Latam Retail à hauteur respectivement de 30 M€ et 38 M€.

(5) Les provisions et charges pour litiges et risques représentent une charge nette de 12 M€ sur le 1^{er} semestre 2021 qui concerne essentiellement le secteur France Retail. Les provisions et charges pour litiges et risques représentaient une charge nette de 30 M€ sur le 1^{er} semestre 2020 qui reflétait à hauteur de 11 M€ des risques fiscaux de GPA.

(6) Réconciliation du détail des pertes nettes de valeur des actifs avec les tableaux de mouvements des immobilisations :

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020 retraité
Pertes de valeur des goodwill		(15)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations incorporelles	(1)	(7)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations corporelles	(15)	(18)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immeubles de placement		
Reprises / (pertes) de valeur nettes des actifs droit d'utilisation	(13)	(6)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des autres actifs (IFRS 5 et autres)	58	(49)
Total pertes nettes de valeur des actifs	29	(95)
Pertes nettes de valeurs des actifs des activités abandonnées		
Pertes nettes de valeur des actifs des activités poursuivies	29	(95)
<i>Dont présenté en « Provisions et charges pour restructurations »</i>	<i>(8)</i>	<i>(23)</i>
<i>Dont présenté en « Pertes nettes de valeur des actifs »</i>	<i>38</i>	<i>(70)</i>
<i>Dont présenté en « Produits / (charges) nets liés à des opérations de périmètre »</i>	<i>(1)</i>	
<i>Dont présenté en « Résultat de cession d'actifs non courants »</i>		<i>(1)</i>

Note 7 • Impôt

Au 30 juin 2021, le Groupe constate une charge d'impôt de 45 M€ (contre un produit de 16 M€ au 1^{er} semestre 2020 retraité) en provenance du groupe Casino.

Note 8 • Goodwill, immobilisations incorporelles, corporelles, immeubles de placement et actifs au titre de droits d'utilisation

Au cours du 1^{er} semestre 2021, les acquisitions d'immobilisations corporelles, incorporelles et d'immeubles de placement s'élèvent à 502 M€ contre 462 M€ lors de la même période en 2020. Par ailleurs, le montant des droits d'utilisation reconnus sur le semestre au titre des nouveaux contrats de location s'élève à 144 M€ contre 142 M€ lors de la même période en 2020. Enfin, les immobilisations corporelles, incorporelles, les immeubles de placement et les actifs au titre de droits d'utilisation ont été impactés à hauteur d'un montant de 209 M€ par les effets de change.

Le groupe Casino a procédé à une revue au 30 juin 2021 des indices de perte de valeur, tels que définis dans l'annexe aux comptes consolidés 2020, relatifs aux goodwill ainsi qu'aux actifs immobilisés. Des pertes de valeur sur les immobilisations incorporelles, corporelles, immeubles de placement et droits d'utilisation d'un montant total de 29 M€ ont été comptabilisées sur la période (note 6.5) et concernent principalement le secteur France Retail.

À noter que l'enseigne Extra au Brésil qui détient la marque pour une valeur nette comptable de 303 M€ au 30 juin 2021 a fait l'objet d'un test qui n'a pas conduit à comptabiliser de perte de valeur ; la modification des principales hypothèses (une hausse de 100 points des taux d'actualisation ou une baisse de 25 points du taux de croissance à l'infini servant au calcul de la valeur terminale ou encore une baisse de 50 points du taux de marge d'EBITDA du flux annuel normatif servant au calcul de la valeur terminale) de ce test aurait abouti à la même conclusion.

S'agissant des goodwill, l'unique UGT goodwill présentant des indices de perte de valeur est Multivarejo au Brésil. Les tests effectués n'ont pas abouti à la constatation d'une perte de valeur. Les tests de sensibilité (Cf. supra) n'entraîneraient pas la comptabilisation de perte de valeur.

Note 9 • Structure financière et coûts financiers

9.1. Trésorerie nette

L'agrégat « Trésorerie nette » se décompose de la manière suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Equivalents de trésorerie	1 290	1 383
Disponibilités	892	1 432
Trésorerie brute	2 182	2 815
Concours bancaires courants	(192)	(70)
Trésorerie nette	1 990	2 745

Au 30 juin 2021, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ne sont soumis à aucune restriction significative.

9.2. Emprunts et dettes financières

9.2.1. Composition de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2021			31/12/2020		
		Part non courante	Part courante	Total	Part non courante	Part courante	Total
Emprunts obligataires ⁽¹⁾		6 361	944	7 305	5 818	615	6 433
Autres emprunts et dettes financières		4 156	883	5 039	4 226	732	4 958
Dérivés passifs de couverture de juste valeur ⁽²⁾		13	1	14	3	8	11
Dettes financières brutes ⁽³⁾		10 530	1 828	12 358	10 047	1 355	11 402
Dérivés actifs de couverture de juste valeur ⁽⁴⁾		(56)	(6)	(62)	(77)	(15)	(92)
Autres actifs financiers ⁽⁵⁾		(83)	(447)	(530)	(68)	(518)	(586)
Emprunts et dettes financières ⁽⁶⁾	9.2.2	10 391	1 375	11 766	9 902	822	10 724
Part Groupe de la filiale vendeuse des actifs nets détenus en vue de la vente	3.2.1		(862)	(862)		(720)	(720)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.1		(2 183)	(2 183)		(2 815)	(2 815)
Trésorerie active et actifs nets détenus en vue de la vente			(3 045)	(3 045)		(3 535)	(3 535)
Dettes financières nettes		10 391	(1 670)	8 721	9 902	(2 713)	7 189
Finatis				138			134
Périmètre Foncière Euris				177			172
Périmètre Rallye				2 796			2 839
Casino, dont :				5 482			3 914
France Retail				3 352			2 835
Latam Retail ⁽⁷⁾				1 702			866
E-commerce				428			213
Autres				128			130

(1) Dont 5 117 M€ et 2 188 M€ respectivement en France et au Brésil au 30 juin 2021 (31 décembre 2020 : dont 4 706 M€ et 1 727 M€ respectivement en France et au Brésil).

(2) Dont 2 M€ et 11 M€ respectivement en France et au Brésil au 30 juin 2021 (31 décembre 2020 : dont 8 M€ et 3 M€ respectivement en France et au Brésil).

(3) Dont un montant de dette brute sécurisée de 1 930 M€. Il s'agit de l'agrégat qui est utilisé pour le calcul des covenants à partir du 30 juin 2021 suite à l'amendement du RCF (notes 2 et 9.6).

(4) Dont 59 M€ et 2 M€ respectivement en France et au Brésil au 30 juin 2021 (31 décembre 2020 : 79 M€ et 12 M€ respectivement en France et au Brésil).

(5) Dont principalement 352 M€ placés en comptes séquestre et en garantie (y compris 339 M€ sur un compte séquestre - voir note 9.6) et 161 M€ d'actifs financiers consécutifs à une cession d'actifs non courants au 30 juin 2021 comprenant 99 M€ au titre de compléments de prix reconnus sur le semestre dont 16 M€ en part non courante (note 6.5) (31 décembre 2020 : 505 M€ placés en comptes séquestres et en garantie, y compris 487 M€ sur un compte séquestre, et 60 M€ d'actifs financiers consécutifs à une cession significative d'actifs non courants).

(6) Le Groupe définit l'agrégat emprunts et dettes financières comme étant la dette financière brute ajustée des dérivés actifs de trésorerie et des autres actifs financiers. Il s'agit de l'agrégat qui était utilisé pour le calcul des covenants jusqu'au 31 mars 2021 tel que défini dans le RCF avant signature de l'avenant de juillet 2021.

(7) Dont Ségisor à hauteur de 171 M€ au 30 juin 2021 (31 décembre 2020 : 188 M€).

9.2.2. Variation des dettes financières

(en millions d'euros)	Notes	2021	2020
Dettes financières brutes à l'ouverture		11 402	13 180
Dérivés actifs de couverture de juste valeur		(92)	(79)
Autres actifs financiers		(586)	(457)
Emprunts et dettes financières à l'ouverture		10 724	12 644
Nouveaux emprunts ⁽¹⁾ ⁽³⁾ ⁽⁸⁾		2 679	2 281
Remboursements d'emprunts ⁽²⁾ ⁽³⁾ ⁽⁸⁾		(2 193)	(2 966)
Variation de la juste valeur des emprunts couverts		(9)	27
Variation des intérêts courus		92	166
Ecart de conversion ⁽⁴⁾		211	(926)
Variation de périmètre ⁽⁵⁾		17	(101)
Reclassement des passifs financiers associés à des actifs détenus en vue de la vente			154
Impact du plan de sauvegarde		39	(343)
Variations des autres actifs financiers ⁽⁶⁾		54	(131)
Autres et reclassements ⁽⁷⁾		152	(81)
Emprunts et dettes financières à la clôture	9.2.1	11 766	10 724
Dettes financières brutes à la clôture	9.2.1	12 358	11 402
Dérivés actifs de couverture de juste valeur	9.2.1	(62)	(92)
Autres actifs financiers	9.2.1	(530)	(586)

(1) Sur le 1^{er} semestre 2021, les nouveaux emprunts comprennent principalement les opérations décrites ci-après : (a) l'émission chez Casino, Guichard-Perrachon d'un emprunt obligataire non sécurisé de maturité avril 2027 et du nouveau Term Loan B pour un montant nominal total de 1 525 M€ (note 2), (b) l'émission chez CBD d'un emprunt obligataire (debentures) pour 1 500 MR\$ soit 231 M€ ainsi que des nouveaux emprunts bancaires pour un montant de 400 MR\$ soit 62 M€, (c) l'émission chez Sendas d'un emprunt obligataire (debentures) pour 1 600 MR\$ soit 246 M€ ainsi que des nouveaux emprunts bancaires pour un montant de 291 MR\$ soit 45 M€, (d) l'utilisation de lignes bancaires confirmées et l'émission de nouveaux emprunts bancaires chez Éxito pour 810 milliards de pesos colombiens soit 185 M€ et (e) le refinancement chez Ségisor de l'emprunt bancaire de 188 M€ de maturité décembre 2021 se traduisant par un remboursement sur la période à hauteur de 188 M€ et de l'émission d'une nouvelle dette de même montant (voir ci-dessous (ii)).

En 2020, les nouveaux emprunts comprenaient principalement les opérations décrites ci-après : (a) l'émission chez Casino, Guichard-Perrachon d'un emprunt obligataire non sécurisé de maturité janvier 2026 et l'abondement au Term Loan B pour un montant total de 625 M€, (b) l'émission chez GPA d'un emprunt obligataire (debentures) pour 2 000 MR\$ soit 339 M€ ainsi que des nouveaux emprunts bancaires pour un montant de 3 070 MR\$ soit 521 M€, (c) l'émission chez Éxito de nouveaux emprunts bancaires pour 1 025 milliards de pesos colombiens soit 243 M€, (d) l'émission d'un emprunt obligataire de 210 M€ chez Rallye et (e) l'obtention par Cdiscount d'un Prêt Garanti par l'Etat pour un montant de 120 M€.

(2) Sur le 1^{er} semestre 2021, les remboursements d'emprunts sont liés principalement à Casino, Guichard-Perrachon (dont 1 225 M€ de remboursement anticipé du Term Loan B initial (note 2) et 148 M€ de remboursements obligataires des souches 2021 et 2022), à CBD (dont 1 136 MR\$ soit 175 M€ de remboursements d'emprunts obligataires et 401 MR\$ soit 62 M€ de remboursements d'emprunts bancaires), à Éxito pour 602 milliards de pesos colombiens soit 141 M€ de remboursements de lignes confirmées et d'emprunts bancaires, à Ségisor pour 188 M€ et à Rallye pour 182 M€ dans le cadre de l'offre de rachat de dette non sécurisée (cf. note 2).

En 2020, les remboursements d'emprunts étaient liés principalement à Casino, Guichard-Perrachon (dont 257 M€ de remboursements d'emprunts obligataires à échéance mars 2020 et 1 400 M€ de rachats anticipés d'obligations), à GPA (dont 2 734 MR\$ soit 464 M€ de remboursements d'emprunts obligataires et 1 186 MR\$ soit 201 M€ de remboursements d'emprunts bancaires), à Rallye pour 219 M€ de dérivés structurés et 96 M€ d'emprunts bancaires et à Éxito pour 786 milliards de pesos colombiens soit 186 M€ de remboursements de lignes confirmées et d'emprunts bancaires.

(3) Sur le 1^{er} semestre 2021, les flux de trésorerie de financement se résument par un encaissement net de 328 M€ ; ils sont composés de nouveaux emprunts pour 2 679 M€ compensés par des remboursements d'emprunts pour 2 193 M€ et d'intérêts financiers nets versés hors intérêts sur passifs de loyer pour 158 M€ (note 4.10).

En 2020, les flux de trésorerie de financement se résument par un décaissement net de 1 092 M€ ; ils étaient composés de remboursements d'emprunts pour 2 966 M€ et d'intérêts financiers nets versés hors intérêts sur passifs de loyers pour 407 M€ compensés à hauteur de 2 281 M€ par de nouveaux emprunts.

(4) Sur le 1^{er} semestre 2021 et sur l'année 2020, les écarts de conversion concernent principalement le Brésil.

(5) En 2020 : dont -102 M€ relatifs au contrat de TRS portant sur les titres de Mercialis.

(6) Sur le 1^{er} semestre 2021, la variation des autres actifs financiers est liée principalement à l'utilisation du compte séquestre pour -148 M€ (note 4.10) et à la reconnaissance de compléments de prix non encaissés pour un montant de -99 M€ (notes 9.2.1 et 6.5).

En 2020, la variation des autres actifs financiers était essentiellement liée à la variation du compte séquestre.

(7) Dont 139 M€ et -58 M€ de variation des concours bancaires courants respectivement sur le 1^{er} semestre 2021 et en 2020.

(8) Les variations des titres négociables court terme « NEU CP » sont présentées nettes dans ce tableau.

9.3. Résultat financier

9.3.1. Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020
Résultat de cession des équivalents de trésorerie		
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	8	9
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	8	9
Charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture	(301)	(272)
Impact du plan de sauvegarde ⁽¹⁾	3	398
Coût de l'endettement financier brut	(298)	126
Coût de l'endettement financier net	(290)	135
<i>Dont Périmètre holding</i>	(67)	323
<i>Dont France Retail ⁽²⁾</i>	(165)	(125)
<i>Dont Latam Retail</i>	(51)	(58)
<i>Dont E-commerce</i>	(8)	(5)

(1) En 2020, à la suite des plans de sauvegarde, les sociétés Finatis, Foncière Euris et Rallye avaient analysé le traitement comptable découlant des modifications induites par le plan d'apurement des passifs et les autres modifications apportées sur les passifs financiers et plus particulièrement l'existence de modification substantielle au sens de la norme IFRS 9 « Instruments financiers ».

La mise en œuvre de cette norme, au regard des spécificités de la procédure de sauvegarde, avait entraîné l'enregistrement d'un résultat financier de 398 M€ au 30 juin 2020 (dont 385 M€ au niveau de Rallye), en contrepartie d'une réduction de la dette financière consolidée.

(2) Dont incidence de -43 M€ reconnue sur le 1^{er} semestre 2021 en lien avec la décomptabilisation de l'ancien Term Loan B (note 2).

9.3.2. Autres produits et charges financiers

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020 retraité
Autres produits financiers	182	88
Autres charges financières	(246)	(378)
Gains / (Pertes) nets de change (hors opérations de financement) ⁽¹⁾	(10)	(14)
Variation de juste valeur des dérivés hors couverture comptable ⁽²⁾	7	(69)
Variation de juste valeur des actifs financiers	(3)	(3)
Intérêts financiers sur les passifs de loyers	(154)	(165)
Coût de mobilisation de créances sans recours et opérations assimilées	(23)	(32)
Produits / (Charges) nets liées à l'hyperinflation en Argentine	(4)	(2)
Impact net de l'offre de rachat de dette non sécurisée ⁽³⁾	113	
Autres ⁽⁴⁾	10	(5)
Autres produits et charges financiers	(64)	(290)

(1) Dont 16 M€ de gains de change et 26 M€ de pertes de change sur le 1^{er} semestre 2021 (1^{er} semestre 2020 : respectivement 33 M€ et 47 M€ de gains et pertes de change)

(2) Au 30 juin 2020, la charge nette de 69 M€ reflétait principalement la variation de valeur du TRS GPA. Cet instrument avait fait l'objet d'un dénouement sur le 1^{er} semestre 2020 générant un décaissement de 248 M€ (note 4.5).

(3) Impact de l'offre de rachat de dette non sécurisée de Rallye (cf. note 2) net des retraitements IFRS.

(4) Dont un montant de 22 MR\$ (soit 3 M€) reconnu par Sendas au cours du 1^{er} semestre 2021 au titre de l'exclusion de l'ICMS de l'assiette imposable au PIS COFINS et 89 MR\$ (soit 14 M€) reconnus chez CBD (note 5.1).

9.4. Juste valeur des instruments financiers

Les tableaux ci-dessous présentent une comparaison de la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs consolidés, autres que ceux dont les valeurs comptables correspondent à des approximations raisonnables des justes valeurs tels que les créances clients, les dettes fournisseurs, les actifs et passifs sur contrat, et la trésorerie et équivalents de trésorerie. La définition des différents niveaux de juste valeur est précisée dans l'annexe annuelle du 31 décembre 2020 en note 11.4.2.

(en millions d'euros)	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau de juste valeur		
			niveau 1	niveau 2	niveau 3
Au 30 juin 2021					
Actifs comptabilisés à la juste valeur :					
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat ⁽¹⁾	35	35			35
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par OCI ⁽¹⁾	66	66	4	41	21
Dérivés actifs de couverture de juste valeur ⁽²⁾	61	61		61	
Dérivés actifs de couverture des flux de trésorerie et de couverture d'investissement net ⁽²⁾	1	1		1	
Autres dérivés actifs	2	2		2	
Au 31 décembre 2020					
Actifs comptabilisés à la juste valeur :					
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat ⁽¹⁾	39	39			39
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par OCI ⁽¹⁾	59	59	4	34	21
Dérivés actifs de couverture de juste valeur ⁽²⁾	92	92		92	
Dérivés actifs de couverture des flux de trésorerie et de couverture d'investissement net ⁽²⁾					
Autres dérivés actifs					

(1) La juste valeur des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur est généralement déterminée en utilisant les techniques d'évaluation usuelles. Ils correspondent notamment à des investissements dans des fonds de Private Equity qui sont valorisés sur la base des données les plus récentes fournies par les gérants de ces fonds. Ces évaluations de juste valeur sont généralement de niveau 3. Les actifs financiers pour lesquels une juste valeur n'a pu être déterminée de manière fiable, ne sont pas présentés dans cette note.

(2) Les instruments dérivés font l'objet d'une évaluation (interne ou externe) sur la base des techniques d'évaluations usuelles de ce type d'instruments. Les modèles d'évaluation intègrent les paramètres observables de marché (notamment la courbe des taux d'intérêt) et la qualité de contrepartie. Les dérivés de couverture de juste valeur sont quasi intégralement adossés à des emprunts financiers.

(en millions d'euros)	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau de juste valeur		
			niveau 1	niveau 2	niveau 3
Au 30 juin 2021					
Passifs comptabilisés à la juste valeur :					
Dérivés passifs de couverture de juste valeur ⁽¹⁾	14	14		14	
Dérivés passifs de couverture des flux de trésorerie et de couverture d'investissement net ⁽¹⁾	36	36		36	
Autres dérivés passifs ⁽¹⁾	3	3		3	
Dettes liées aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾	171	171			171
Passifs non comptabilisés à la juste valeur :					
Emprunts obligataires ⁽³⁾	7 305	6 619	4 338	2 281	
Autres emprunts et dettes financières ⁽⁴⁾	5 039	4 989	29	4 960	
Passifs de loyers	4 986	4 986		4 986	
Au 31 décembre 2020					
Passifs comptabilisés à la juste valeur :					
Dérivés passifs de couverture de juste valeur ⁽¹⁾	11	11		11	
Dérivés passifs de couverture des flux de trésorerie et de couverture d'investissement net ⁽¹⁾	57	57		57	
Autres dérivés passifs ⁽¹⁾	9	9		9	
Dettes liées aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾	164	164			164
Passifs non comptabilisés à la juste valeur :					
Emprunts obligataires ⁽³⁾	6 433	5 819	3 688	2 131	
Autres emprunts et dettes financières ⁽⁴⁾	4 958	4 872	19	4 853	
Passifs de loyers	5 005	5 005		5 005	

(1) Les instruments dérivés font l'objet d'une évaluation (interne ou externe) sur la base des techniques d'évaluations usuelles de ce type d'instruments. Les modèles d'évaluation intègrent les paramètres observables de marché (notamment la courbe des taux d'intérêts) et la qualité de contrepartie. Les dérivés de couverture de juste valeur sont quasi intégralement adossés à des emprunts financiers.

(2) La juste valeur relative aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle est déterminée en appliquant les formules de calcul du contrat et est, le cas échéant, actualisée ; ces formules sont considérées comme représentatives de la juste valeur et utilisent notamment des multiples de résultat net.

(3) La valeur de marché a été déterminée pour les emprunts obligataires cotés sur la base du dernier prix de marché à la date de clôture.

(4) La juste valeur des autres emprunts a été déterminée sur la base d'autres méthodes de valorisation telles que la valeur actualisée des flux de trésorerie en tenant compte du risque de crédit du Groupe et des conditions de taux d'intérêt à la date de clôture.

9.5. Risque de crédit commercial du groupe Casino

L'exposition au risque de crédit ainsi que le risque de perte de valeur estimée des créances commerciales se présentent comme suit :

(en millions d'euros)	Montant non échu	Créances clients échues à la date de clôture			Total des créances échues	Total
		Retard n'excédant pas 1 mois	Retard compris entre 1 et 6 mois	Retard supérieur à 6 mois		
Au 30 juin 2021						
Créances clients	729	19	71	147	237	966
Provision / Perte attendue jusqu'à échéance	(5)		(18)	(84)	(102)	(107)
Total valeurs nettes	725	19	53	63	135	859
Au 31 Décembre 2020						
Créances clients	709	104	78	150	332	1041
Provision / Perte attendue jusqu'à échéance	(11)	(2)	(13)	(75)	(89)	(100)
Total valeurs nettes	698	102	65	75	243	941

9.6. Risque de liquidité du groupe Casino

Comme décrit dans l'annexe aux comptes consolidés 2020, l'approche du groupe Casino est de gérer le risque de liquidité en s'assurant qu'il dispose de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions de marché normales ou dans un environnement dégradé.

Au 30 juin 2021, la situation de liquidité du Groupe s'appuie sur :

- des lignes de crédit confirmées non tirées pour un montant total de 2 143 M€ (dont 1 921 M€ au niveau du périmètre France à plus d'un an) ;
- une trésorerie brute de 2 133 M€ (dont 528 M€ disponibles en France)
- un solde de 339 M€ sur un compte séquestre en France utilisable à tout moment pour le remboursement de dettes financières.

Casino Guichard-Perrachon bénéficie des financements suivants au 30 juin 2021 (France Retail) :

- des emprunts obligataires non sécurisés pour un montant de 2 999 M€ dont 400 M€ d'obligations High Yield à échéance janvier 2026 et 525 M€ d'obligations High Yield de maturité avril 2027 (note 2) ;
- des obligations High Yield sécurisées de 800 M€ de maturité janvier 2024 ;
- un Term Loan B de 1 000 M€, de maturité août 2025.

Casino, Guichard-Perrachon peut également se financer via des titres négociables à court terme « NEU CP » ; leurs encours au 30 juin 2021 s'élèvent à 255 M€ (France Retail) ; ces financements sont réalisés dans le cadre d'un programme dont le plafond s'élève à 2 000 M€ et dont la disponibilité varie en fonction des conditions de marchés et de l'appétit des investisseurs. Ce financement n'est soumis à aucun covenant financier.

Gestion de la dette court terme

En complément du financement via des titres négociables à court terme « NEU CP » mentionné ci-dessus, le groupe Casino effectue des cessions de créances sans recours et sans implication continue au sens IFRS 7 et effectue également des opérations de financement des fournisseurs.

Les dettes fournisseurs au 30 juin 2021 incluent un montant de 935 M€ (dont 448 M€, 458 M€ et 29 M€ respectivement liés aux segments France Retail, Latam Retail et E-commerce) ayant fait l'objet d'un programme de « reverse factoring » vs 1 181 M€ au 31 décembre 2020 (dont 434 M€, 709 M€ et 38 M€ respectivement liés aux segments France Retail, Latam Retail et E-commerce).

Gestion de la dette moyen et long terme

Sur le 1^{er} semestre 2021, le Groupe a poursuivi le renforcement de sa structure financière par le biais de deux opérations.

- émission d'un nouveau prêt à terme (Term Loan B) de maturité août 2025, pour un montant de 1 Md€ et un prix d'émission de 99,75 % du nominal, portant un taux d'intérêt Euribor + 4,0 %, et avec les mêmes sûretés que le prêt à terme existant ;
- émission d'une nouvelle obligation non sécurisée de 525 M€, de maturité avril 2027 et portant un coupon de 5,25 %.

Les fonds levés ont permis de rembourser par anticipation le prêt à terme (Term Loan B) existant de 1,225 Md€, de maturité janvier 2024, et de taux d'intérêt Euribor + 5,5 %.

Enfin, le 19 juillet 2021 le groupe Casino a annoncé avoir étendu la maturité de son crédit syndiqué (« RCF ») et amélioré ses conditions financières. Concrètement, l'avenant à la documentation de crédit qui entre en vigueur le 22 juillet 2021 prévoit :

- l'extension de la maturité du crédit d'octobre 2023 à juillet 2026 (mai 2025 si le prêt à terme Term Loan B à échéance août 2025 n'est pas remboursé ou refinancé à cette date) pour un montant de 1,8 Md€ ;
- la revue des covenants financiers, en ligne avec l'amélioration de la structure financière du groupe Casino et le plan de développement de GreenYellow. Ainsi, à partir du 30 juin 2021 le Groupe s'engage sur le périmètre France Retail et e-commerce, hors GreenYellow, à respecter chaque trimestre, en lieu et place des précédents covenants :
 - un ratio de dette brute sécurisée / EBITDA après loyers \leq 3,5
 - un ratio EBITDA après loyers / frais financiers \geq 2,5

Les suretés et garanties initialement octroyées aux prêteurs restent inchangées. La documentation conserve les restrictions de dividendes incluses dans les financements levés depuis novembre 2019 (se reporter à la note 11.5.4 des états financiers consolidés 2020 du Groupe).

Le crédit syndiqué Monoprix qui venait à échéance en juillet 2021 a également fait l'objet d'un renouvellement postérieurement à la clôture. Le nouveau crédit syndiqué d'un montant de 130 M€ et de maturité janvier 2026 contient une clause d'ajustement annuel de la marge en fonction de l'atteinte d'objectifs RSE.

Suite à ces deux derniers événements, le montant des lignes de crédit du secteur France Retail disponibles à tout moment s'établit à 2,2 Md€, avec une maturité moyenne de 4,6 ans contre 2,2 ans avant ces opérations.

Financements corporate soumis à covenants au 30 juin 2021

Suite à la signature de l'avenant au « RCF » de juillet 2021 et applicable dès le 30 juin 2021 en ce qui concerne les covenants (voir ci-dessus), Casino, Guichard-Perrachon est soumis sur le périmètre France Retail (hors GreenYellow) et E-Commerce aux covenants suivants sur une fréquence trimestrielle (sur la base d'agrégats 12 mois glissants) :

Nature du covenant à respecter (France hors GreenYellow et E-commerce)	Nature des financements soumis à covenants	Fréquence des tests	Résultat du covenant au 30 juin 2021
Dette brute sécurisée ⁽¹⁾ / EBITDA ⁽²⁾ \leq 3,5	▪ RCF de 2 051 M€	Trimestrielle	2,12
EBITDA ⁽²⁾ / coût de l'endettement financier net ⁽³⁾ \geq 2,5			3,20

(1) La dette brute sécurisée telle que définie dans la documentation bancaire ne concerne que les dettes financières bénéficiant de sûretés, des segments France Retail (hors GreenYellow), E-commerce tels que présentés en note 9.2.1 et de certaines holdings de GPA présentées dans le secteur Latam Retail (notamment Ségisor). Les dettes concernées au 30 juin 2021 sont principalement (i) le Term Loan B d'un montant de 1 000 M€, (ii) les obligations High Yield pour 800 M€, et (iii) de la part tirée de la ligne « RCF » pour un montant de 100 M€.

(2) L'EBITDA tel que défini dans les contrats bancaires correspond au Résultat Opérationnel Courant France Retail (hors GreenYellow) et E-commerce, retraité (i) des dotations nettes aux amortissements et provisions, (ii) des remboursements de passifs de loyers et (iii) des intérêts financiers liés aux passifs de loyers calculés au périmètre France Retail (hors GreenYellow) et E-commerce.

(3) Le coût de l'endettement financier net tel que défini dans les contrats bancaires correspond à celui du périmètre France Retail (hors GreenYellow) et E-commerce.

Les covenants portant sur les autres financements corporate (ligne de crédit syndiquée de 25 M\$) n'ont pas évolué par rapport aux comptes clos le 31 décembre 2020. Il en est de même pour les financements des filiales soumis à covenants.

9.7. Risque de liquidité du périmètre holding

Les modalités d'apurement du passif et les risques liés à la mise en œuvre des plans de sauvegarde sont décrits dans les notes 11.5.5 et 11.5.6 du rapport annuel 2020 de Finatis.

Note 10 • Capitaux propres

10.1. Capital social

Le capital social s'élève à 84,6 M€. Il est composé de 5 643 103 actions de 15 € de valeur nominale.

10.2. Composition des autres réserves

<i>(en millions d'euros)</i>	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	Instruments de dettes ⁽¹⁾	Total Autres réserves
Au 1^{er} janvier 2020	(9)	(3)	(685)	(34)	(12)		(743)
Variations	(3)	(2)	(157)	(3)			(165)
Au 31 décembre 2020	(12)	(5)	(842)	(37)	(12)		(908)
Variations	3	1	21	(1)			23
Au 30 juin 2021	(9)	(4)	(821)	(38)	(12)		(885)

(1) Instruments évalués à la juste valeur par les autres éléments du résultat global (OCI)

10.3. Intérêts ne donnant pas le contrôle significatifs

Le tableau suivant présente les informations financières résumées de la principale filiale (Casino) dans lesquelles les intérêts ne donnant pas le contrôle sont significatifs. Ces informations sont présentées en conformité avec les normes IFRS, ajustées le cas échéant des réévaluations de juste valeur à la date de prise ou de perte de contrôle et des retraitements d'homogénéisation de principes comptables avec ceux du groupe. Les montants sont présentés avant élimination des comptes et opérations réciproques :

(en millions d'euros)	Groupe Casino	
	2021	2020 retraité
% de détention des intérêts ne donnant pas le contrôle	47,46%	47,37%
% des droits de vote des intérêts ne donnant pas le contrôle	37,76%	36,29%
Chiffre d'affaires, hors taxes	14 480	16 140
Résultat net des activités poursuivies	41	(295)
Résultat net des activités abandonnées	(169)	(158)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(128)	(452)
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans les filiales de Casino</i>	77	50
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans Casino</i>	(88)	(225)
Dont part totale des intérêts ne donnant pas le contrôle dans le groupe Casino	(10)	(176)
Autres éléments du résultat global	134	(1 182)
Résultat global de la période	6	(1 634)
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans les filiales de Casino</i>	133	(655)
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans Casino</i>	(51)	(452)
Dont part totale des intérêts ne donnant pas le contrôle dans le groupe Casino	82	(1 107)
Actifs non courants	21 174	20 754
Actifs courants	9 574	9 763
Passifs non courants	(12 998)	(12 461)
Passifs courants	(11 650)	(11 937)
Actif net	6 101	6 118
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans les filiales de Casino</i>	2 998	2 856
<i>Dont part des intérêts ne donnant pas le contrôle dans Casino ⁽¹⁾</i>	2 181	2 271
Dont part totale des intérêts ne donnant pas le contrôle dans le groupe Casino	5 179	5 127
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(262)	58
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	(404)	(375)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financements	(143)	(664)
Incidences des variations monétaires sur la trésorerie	74	(398)
Variation de trésorerie	(735)	(1 379)
Dividendes versés sur l'exercice aux :		
<i>Intérêts ne donnant pas le contrôle des filiales de Casino</i>	(22)	(14)
<i>Intérêts ne donnant pas le contrôle dans Casino</i>		
Total des dividendes versés par Casino et ses filiales aux intérêts ne donnant pas le contrôle	(22)	(14)

(1) dont 1 350 M€ relatifs aux émissions de TSSDI Casino.

10.4. Dividendes

L'Assemblée générale des actionnaires de la société Finatis, du 21 mai 2021, a décidé qu'aucune distribution de dividende n'aura lieu au titre de l'exercice 2020.

Note 11 • Autres provisions

11.1. Décomposition et variations

(en millions d'euros)	1 ^{er} janvier 2021	Dotations 2021	Reprises utilisées 2021	Reprises non utilisées 2021	Variation de périmètre	Variation de change	Autres	30/06/2021
Litiges	409	52	(29)	(56)		26		402
Risques et charges divers	98	13	(14)	(8)			(1)	88
Restructurations	57	18	(21)	(6)			5	53
Total des autres provisions	564	83	(64)	(70)		26	4	543
... dont non courant	374	44	(10)	(52)		26	(2)	380
... dont courant	190	39	(54)	(18)			6	163

Les provisions pour litiges, risques et charges divers sont composées d'une multitude de sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale (prud'hommes), immobilière (litiges sur travaux, loyers contestés, éviction de locataires...), fiscale ou économique (contrefaçons...) ou de fiscalité indirecte.

De manière plus spécifique, les provisions pour litiges qui s'élèvent à 402 M€ comprennent 365 M€ de provisions relatives au Brésil (note 11.2) dont les dotations, reprises utilisées et reprises non utilisées afférentes s'élèvent respectivement à 42 M€, - 10 M€ et - 45 M€.

11.2. Détails des provisions pour litiges du Brésil

(en millions d'euros)	Litiges PIS / Cofins / CPMF ⁽¹⁾	Autres litiges fiscaux ⁽²⁾	Litiges salariaux	Litiges civils	Total
30/06/2021	52	217	65	30	365
<i>Dont CBD (GPA)</i>	39	207	53	23	323
<i>Dont Sendas (Assai)</i>	13	10	12	7	42
31/12/2020	48	224	55	25	351

(1) TVA et taxes assimilées.

(2) Impôts et taxes indirectes (ICMS principalement).

Dans le cadre des litiges présentés ci-dessus et ci-après en note 11.3, CBD et Sendas contestent le paiement de certains impôts, cotisations et obligations salariales. Dans l'attente des décisions définitives des tribunaux administratifs, ces diverses contestations ont donné lieu à des versements au titre de dépôts judiciaires présentés en « Autres actifs non courants ». À ces versements, s'ajoutent les garanties données par CBD et Sendas, présentées en engagements hors bilan.

(en millions d'euros)	30 juin 2021						31 décembre 2020		
	Dépôts judiciaires versés		Actifs immobilisés donnés en garantie		Garanties bancaires		Dépôts judiciaires versés	Actifs immobilisés donnés en garantie	Garanties bancaires
	CBD	Sendas	CBD	Sendas	CBD	Sendas			
Litiges fiscaux	20	11	127		1 613	77	29	118	1 618
Litiges salariaux	79	11			181	18	74		112
Litiges civils et autres	5	1	2		96	9	5	1	91
Total	103	22	129		1 890	104	109	119	1 821

11.3. Passifs et actifs éventuels

Le groupe Casino est engagé dans le cours normal de ses activités dans un certain nombre de litiges et arbitrages avec des tiers ou avec l'administration fiscale de certains pays (dont principalement le Brésil – voir ci-dessous).

Comme indiqué en note 3.3.1, il n'existe pas de passifs éventuels significatifs dans les entreprises associées et les coentreprises.

Assignations par la DGCCRF d'AMC et d'INCAA et enquêtes des autorités de la concurrence française et européenne

Le groupe Casino a été assigné, le 28 février 2017, devant le Tribunal de commerce de Paris par le ministre de l'Économie, représenté par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF). Cette assignation concerne une série d'avares émis en 2013 et 2014 par 41 fournisseurs pour un montant global de 22 M€ et porte sur le remboursement de cette somme aux fournisseurs concernés, assorti d'une amende civile de 2 M€.

Le Tribunal de commerce de Paris a rendu son jugement le 27 avril 2020 et a débouté la DGCCRF pour la majorité de ses demandes. Le Tribunal de commerce de Paris a jugé que les manquements allégués par la DGCCRF concernant 34 fournisseurs n'étaient pas démontrés et n'a fait droit que partiellement aux demandes de la DGCCRF concernant les 7 autres fournisseurs. Le groupe Casino a été condamné au remboursement d'une série d'avares émis en 2013 et 2014 par 7 fournisseurs portant sur un montant de 2 M€, ainsi qu'au versement d'une amende civile d'1 M€.

Début janvier 2021, la DGCCRF a interjeté appel du jugement du Tribunal de Commerce de Paris. L'exécution provisoire n'a pas été demandée et l'appel est donc suspensif.

Le groupe Casino maintient sa position quant au respect de la réglementation en vigueur dans le cadre de ses négociations avec les fournisseurs concernés. Sur cette base appuyée par l'avis de ses conseils, le groupe Casino considère que le risque sur les comptes est limité.

De plus, la centrale de négociation commune d'Intermarché et Casino, la société INCA Achats et chacune de ses mères respectives ont été assignées le 11 avril 2017 pour déséquilibre dans la relation économique et pratiques commerciales abusives en 2015 à l'encontre de 13 multinationales du secteur de l'hygiène-parfumerie, assortie d'une demande d'amende civile de 2 M€.

Le Tribunal de Commerce de Paris a rendu son jugement le 31 mai 2021 et a condamné Casino à une amende civile de 2 M€. Le Groupe a interjeté appel le 12 juillet 2021 devant la cour d'appel de Paris et maintient sa position quant au respect de la réglementation en vigueur dans le cadre de ses négociations avec les fournisseurs concernés.

En outre, fin février 2017, la Commission européenne a mené des opérations de visite et saisies dans les locaux des sociétés Casino, Guichard-Perrachon, Achats Marchandises Casino – A.M.C. (anciennement E.M.C. Distribution) et Intermarché-Casino Achats (INCA-A) concernant les marchés de l'approvisionnement en biens de consommation courante, de la vente de services aux fabricants de produits de marque et de vente aux consommateurs de biens de consommation courante.

En mai 2019, la Commission européenne a procédé à de nouvelles opérations de visite et saisies dans les locaux des mêmes sociétés (sauf INCA-A, qui a depuis cessé son activité et est en cours de liquidation).

Aucune communication de griefs n'a été adressée par la Commission européenne.

Le 5 octobre 2020, le Tribunal de l'Union européenne a rendu un arrêt annulant partiellement les opérations de visite et saisies intervenues en février 2017. Cet arrêt fait actuellement l'objet d'un pourvoi devant la Cour de Justice de l'Union européenne visant à obtenir l'annulation totale des opérations de 2017 et des recours contre les opérations de visite et saisies de mai 2019 sont actuellement pendants devant le Tribunal de l'Union européenne. A ce stade, le groupe Casino n'est pas en mesure de se prononcer sur l'issue de cette enquête.

Arbitrage entre GPA et Peninsula

Le 12 septembre 2017, GPA a reçu une demande d'arbitrage de la part de Fundo de Investimento Imobiliário Peninsula (« Peninsula ») afin de discuter du mode de calcul des charges de location et d'autres sujets opérationnels liés à des contrats de location portant sur des magasins détenus par Peninsula et exploités par GPA. Les contrats concernés ont une durée de 20 ans depuis 2005 et sont renouvelables pour une nouvelle période de 20 ans à la seule discrétion de GPA ; ces contrats définissent le calcul des loyers.

Le 7 juillet 2021, GPA a annoncé avoir conclu un accord amiable avec Fundo de Investimento Imobiliário Peninsula (« Peninsula ») permettant de solder les différends entre les parties tout en maintenant la pérennité des baux et en modifiant les modalités des contrats dorénavant plus adaptées aux conditions actuelles du marché. Cet accord s'est traduit comptablement par une réévaluation du droit d'utilisation au titre de ces contrats de location et du passif de loyer.

Litige entre Cnova et Via Varejo

Le 31 octobre 2016, en amont de l'annonce de décision de GPA d'engager le processus de cession de sa participation dans Via Varejo, Via Varejo a concrétisé son rapprochement avec Cnova Brésil qui représentait l'activité e-commerce au Brésil à l'issue duquel Via Varejo a acquis 100 % de Cnova Brésil auprès de Cnova N.V (« Cnova »). Cet accord contenait, entre autres, des clauses habituelles d'indemnisation au titre de garantie de passif.

En septembre 2019, Via Varejo a notifié à Cnova un appel en garantie pour un montant non documenté d'environ 65 MR\$ (11 M€), concernant des litiges sociaux et clients. Suite à cette notification, Cnova et Via Varejo ont échangé des informations dans le but d'analyser l'existence et, le cas échéant, l'étendue de la demande d'indemnisation. Compte tenu de la longue analyse en cours et des discussions potentielles qui vont en découler, Cnova n'était pas en mesure de déterminer l'étendue de son exposition à ce risque. Le 20 juillet 2020, Cnova a reçu une notification indiquant que Via Varejo avait débuté la procédure d'arbitrage. Le 22 janvier 2021, Via Varejo a soumis sa déclaration dans le cadre de cette procédure mais aucune nouvelle preuve n'a été apportée au dossier. Par conséquent, Cnova n'est toujours pas en mesure de déterminer l'étendue du risque et / ou de sa responsabilité, le cas échéant.

Passifs fiscaux, sociaux et civils éventuels du Brésil

(en millions d'euros)	30/06/2021	Dont CBD	Dont Sendas	31/12/2020
INSS (cotisations sociales patronales liées au régime de protection sociale)	84	80	4	78
IRPJ - IRRF et CSLL (impôts sur les bénéfices)	193	114	79	163
PIS, COFINS et CPMF (TVA et taxes assimilées)	594	487	106	560
ISS, IPTU et ITBI (impôt sur les services, impôt sur la propriété immobilière urbaine et impôt sur les opérations immobilières)	30	28	2	24
ICMS (TVA)	1 011	820	190	967
Litiges civils	76	68	7	65
Total	1 988	1 598	389	1 858

CBD et Sendas ont recours à des sociétés de conseils dans le cadre de litiges fiscaux, dont les honoraires dépendent de la résolution des litiges en faveur de la société. Au 30 juin 2021, le montant estimé s'élève à 26 M€ et 14 M€ respectivement pour CBD et Sendas soit un montant total de 40 M€ (31 décembre 2020 : 30 M€).

Par ailleurs, Casino a accordé à CBD une garantie spécifique qui porte sur des notifications reçues de l'administration pour un montant cumulé au 30 juin 2021 de 1 442 MR\$ (31 décembre 2020 : 1 432 MR\$), intérêts et pénalités compris et sur lesquelles Casino s'engage à indemniser sa filiale à hauteur de 50 % du préjudice que cette dernière subirait pour autant que ce préjudice soit définitif. Sur la base de l'engagement donné par Casino à sa filiale, l'exposition ressort à 721 MR\$, soit 122 M€ (31 décembre 2020 : 716 MR\$, soit 112 M€). Les risques sous-jacents sont considérés possibles ; à ce titre, aucune provision n'est constatée dans les comptes.

Actifs éventuels du Brésil

Exclusion de l'ICMS du calcul des taxes PIS et COFINS

Depuis l'adoption du régime non-cumulatif des crédits de taxes PIS et COFINS, CBD et Sendas défendent le droit de déduire la taxe ICMS de la base de calcul de ces deux taxes. Le 15 mars 2017, la Cour suprême fédérale brésilienne (STF) a statué sur le fait que l'ICMS devait être exclu de la base de calcul des taxes PIS et COFINS, donnant ainsi droit à la thèse défendue par CBD et Sendas.

CBD a obtenu le 29 octobre 2020 la décision définitive et positive de son action principale initiée en 2003. Sur la base de cette décision de justice, CBD a considéré que l'incertitude qui la conduisait à considérer, jusqu'alors, cet actif comme « éventuel » selon les principes d'IAS 37, s'est éteinte et a reconnu sur le 2nd semestre 2020 un crédit de taxes de 1 608 MR\$ (soit 273 M€).

Le 16 juillet 2021, Sendas a obtenu la décision favorable à son jugement individuel. Dans le cadre de cet événement, associé à la décision du tribunal suprême fédéral brésilien (STF) de mai 2021 décrit dans la note 5.1, Sendas a considéré que l'incertitude qui la conduisait à considérer, jusqu'alors, cet actif comme « éventuel » selon les principes d'IAS 37, s'est éteinte et a reconnu sur le 1^{er} semestre 2021 un crédit de taxes de 62 MR\$ (soit 10 M€). Ce montant correspond à la meilleure estimation du Management de Sendas à la date de publication. En raison de la volumétrie des données sur toutes les périodes et de la complexité des calculs à effectuer, le montant définitif des crédits sera calculé lors du prochain arrêté, des crédits complémentaires seront potentiellement reconnus.

Par ailleurs, et conformément aux accords d'actionnaires entre GPA et la famille Klein suite à la création de Via Varejo, toujours en vigueur au 30 juin 2021, GPA a légalement le droit d'obtenir de Via Varejo le remboursement des mêmes crédits fiscaux que ceux mentionnés ci-dessus, au titre de son ancienne filiale Globex, pour la période allant de 2003 à 2010. Via Varejo ayant obtenu un jugement en dernière instance de son procès vis-à-vis de l'administration fiscale en Mai 2020, GPA a en conséquence un droit inconditionnel envers Via Varejo pour le remboursement de ces crédits fiscaux. GPA a reconnu à ce titre un montant brut de 231 MR\$ (soit 39 M€) en résultat sur l'exercice 2020 dont 158 MR\$ (soit 29 M€) en résultat sur le 1^{er} semestre 2020 (note 3.2.2). Dans l'attente de la justification complète à fournir par Via Varejo pour la période allant de 2003 à 2007, GPA considère ces crédits fiscaux comme un actif éventuel, estimé à 277 MR\$ (soit 47 M€) au 30 juin 2021.

Note 12 • Parties liées

La société Finatis est contrôlée par la société Euris.

Au 30 juin 2021, le groupe Euris détient directement et indirectement 92,6 % du capital et des droits de vote théoriques de Finatis.

La société entretient des relations habituelles, dans le cadre de la gestion courante du Groupe, avec l'ensemble de ses filiales. Le Groupe bénéficie d'autres prestations courantes de la part d'Euris (assistance technique, mise à disposition de personnel et de locaux). Le montant enregistré en charge sur la période relative à ces conventions envers Finatis et ses filiales s'élève à 4,0 M€ dont 3,4 M€ au titre de l'assistance en matière stratégique et 0,6 M€ au titre de mises à disposition de personnel et de locaux.

Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2020 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

Les transactions avec les parties liées entreprises associées et coentreprises sont mentionnées dans la note 3.3.2.

Note 13 • Évènements postérieurs à la clôture

— *Extension de la maturité du « RCF »*

Le 19 juillet 2021, le groupe Casino a annoncé avoir étendu et amélioré les conditions financières de son principal crédit syndiqué dont l'échéance initiale était fixée à octobre 2023 (notes 2 et 9.6).

Par ailleurs, le crédit syndiqué Monoprix qui venait à échéance en juillet 2021 a également été renouvelé (note 9.6).

— *Opération de cession-bail chez Sendas*

Le 19 juillet 2021, Sendas a signé une promesse de cession-bail avec le fonds d'investissement BRL Trust Distribuidora de Titulos e Valores Mobiliarios S.A. L'objet de cette opération est la vente, la construction et la location des murs de 5 magasins situés dans les états de São Paulo, Rio de Janeiro et Rondônia.

Cette transaction inclut la cession-bail des murs d'un magasin ainsi que de 4 terrains sur lesquels seront prochainement réalisées les constructions. Le prix total de cette transaction est de 364 MR\$ (soit 56 M€).

Cette opération est conditionnée à la levée des conditions suspensives à la date du 14 octobre 2021.

Au 30 juin 2021, les actifs objets de cette opération ont été classés en « Actifs détenus en vue de la vente » conformément à IFRS 5 pour un montant de 147 MR\$ (soit 25 M€).

— *Opérations de financement chez CBD*

Le 20 juillet 2021, le conseil d'administration de CBD a approuvé la réalisation de sa 5^{ème} émission de *Notas Promissórias* en 2 tranches d'un montant de 500 MR\$ chacune soit 1 000 MR\$ (169 M€), ayant pour échéance respectivement le 30 juillet 2025 pour la 1^{ère} tranche et le 30 juillet 2026 pour la 2nd tranche.

— *Opérations de financement chez Sendas*

Le 27 juillet 2021 a été approuvée l'émission de *Certificados de Recebíveis Imobiliários* (CRI) pour un montant de 1 500 MR\$ (soit 254 M€) ainsi que de *Notas Promissórias* pour un montant de 2 500 MR\$ (soit 423 M€). Ces émissions ont une maturité moyenne supérieure à 4 ans, et permettent le refinancement des émissions à échéance 2022 à 2023.

La réalisation de l'offre publique est sujette à la levée intégrale des conditions suspensives incluses dans la documentation relative à chacune des émissions.

— *Signature d'un accord d'exclusivité en vue de la cession de FLOA à BNP Paribas*

Le 27 juillet 2021, le groupe Casino et Crédit Mutuel Alliance Fédérale ont annoncé (i) avoir signé un accord d'exclusivité en vue de la cession de FLOA à BNP Paribas et (ii) la mise en place d'un partenariat stratégique entre BNP Paribas et le groupe Casino. Le prix de cession s'établirait à 179 M€ (129 M€ relatifs à la cession des titres représentant 50 % du capital de FLOA, dont les fonds propres s'élevaient à 100 % à 184 M€ au 31 décembre 2020, et un complément de prix de 50 M€ notamment liés au renouvellement des accords commerciaux entre Cdiscount, les enseignes Casino et FLOA (Cdiscount continuera notamment à opérer son activité de paiement par carte bancaire, en s'appuyant sur FLOA et le groupe BNP Paribas)).

Le groupe BNP Paribas, deviendrait le fournisseur et le distributeur exclusif de crédit à la consommation, dont des solutions de paiement fractionné des clients du groupe Casino, à travers la mise en place d'un partenariat commercial avec les enseignes Casino Supermarchés, Géant et Cdiscount. Le partenariat envisagé prévoit également un partenariat entre le groupe Casino et BNP Paribas pour le développement de l'activité paiement fractionné « FLOA PAY ». Le groupe Casino restera associé au succès du développement de l'activité paiement de FLOA à hauteur de 30 % de la valeur future créée (à horizon 2025).

L'opération reste soumise au processus de consultation des instances représentatives du personnel compétentes. Elle devrait être finalisée dans les prochains trimestres, sous réserve de l'obtention des autorisations requises, notamment celles de l'Autorité de la concurrence française et de la Banque Centrale Européenne (BCE).

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Finatis, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-la-Défense, le 30 juillet 2021

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS

Frédéric Moulin Patrice Choquet

ERNST & YOUNG et Autres

Henri-Pierre Navas

